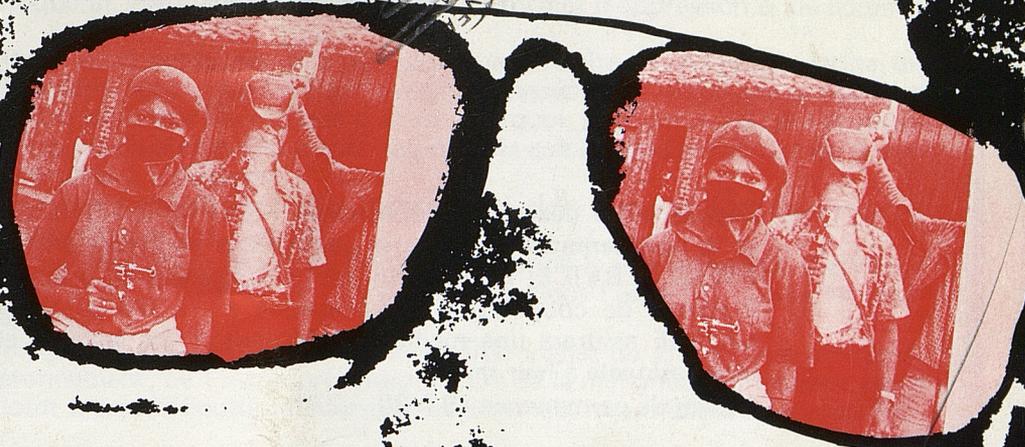


Urgent
Amérique Latine
mensuel d'information générale

N° 10 - 3 mars/3 avril 1979 - 6 F - Suisse 3 F - Belgique 50 F - Canada 2 \$



4 09 9 800

Nicaragua :
reportage aux réseaux de résistance

ips

THIRD WORLD NEWS AGENCY

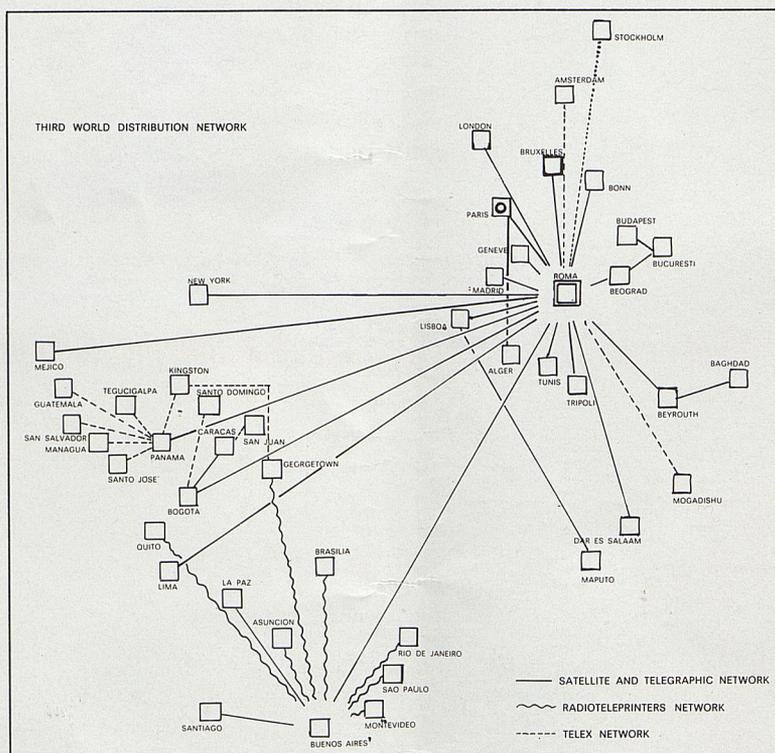
INTER PRESS SERVICE

93, rue du Fg. Saint Denis - 75010 Paris

Tél. : 770 03-01

Depuis le 1er décembre, Publications FRANCE LATINE assurent le service et la représentation parisienne de l'Agence de presse internationale INTER PRESS SERVICE, membre du pool des Agences de presse du Tiers-Monde. L'accord de coopération journalistique entre IPS et Urgent AMÉRIQUE LATINE assurera une meilleure information des lecteurs et une ouverture internationale à leur revue.

Heures de permanence : 9 h 30 – 22 h.



Pour tout abonnement quotidien ou hebdomadaire aux câbles d'information, en espagnol ou en anglais, s'adresser à :

INTER PRESS SERVICE

93, rue du Faubourg Saint-Denis

75010 Paris

Tél. 770.03.01

ANNIVERSAIRE

Voici un an naissait **Urgent... AMÉRIQUE LATINE**.

Rappelez-vous. Nous avons créé cette revue en disant : « *Nous sommes nombreuses, nombreux en France à penser que l'Amérique latine nous interpelle. Des combats s'y déroulent, décisifs pour le devenir de ces pays comme pour le nôtre* ». Notre revue naissait du besoin que ressentaient des journalistes latino-américains exilés en France et des Français liés à l'Amérique latine de créer une tribune large, un support continu de réflexion et d'information, un lieu de rencontre et de regroupement ouvert.

Indépendant de tout parti politique, **Urgent... AMÉRIQUE LATINE** n'en a pas moins assumé la vocation de s'engager, sur le plan politique et idéologique, contre toutes les formes d'oppression et de domination.

Tout au long de ces dix numéros, nous avons acquis la certitude que la réalité de l'Amérique latine, les problèmes auxquels elle devra faire face pour construire son avenir, dépassent très largement le domaine de ce qu'on a traditionnellement défini comme « la politique ». C'est pourquoi, pour nous, les faits et gestes de la vie quotidienne dans un villorio du Guatemala sont aussi importants que le dernier discours de la dernière réunion de l'Internationale Socialiste à Vancouver.

Cette conviction qui nous habite s'est traduite, sur le plan rédactionnel, dans le projet dont vous avez pu prendre connaissance dans une de nos éditions précédentes.

Ce projet ne se fera pas sans vous. Nous avons besoin de votre participation la plus complète. C'est dans cet esprit que nous entendons le lancer sur la base d'une coopérative qui, nous l'espérons, créera les meilleures conditions pour votre participation.

Le caractère nouveau de ce projet qui s'éloigne des formules traditionnelles du journalisme politique, n'a pas manqué de susciter de l'étonnement, de l'incompréhension, voire de la méfiance. Par ailleurs, notre souci d'indépendance politique, joint à nos difficultés à intéresser les annonceurs publicitaires, n'a pas facilité les choses sur le plan financier.

Pourtant, l'audience croissante qu'**Urgent... AMÉRIQUE LATINE** a acquise, le flux constant de nouveaux abonnés, de nouveaux collaborateurs, la reconnaissance et l'estime que nous témoignent les protagonistes du combat pour la liberté en Amérique latine, notre conviction profonde que notre revue fait d'ores et déjà un apport à ce combat, suffisent largement pour nous encourager à continuer.

Vous avez permis qu'**Urgent... AMÉRIQUE LATINE** vive cette première année. Votre participation active au cours de cette nouvelle année qui s'ouvre, lui permettra de persévérer plus efficacement dans sa tâche.

Rédaction et publicité : 8, rue Au Maire
75003 Paris, tél. 271.86.25.

Directrice de la publication : Michèle
Mattelard.

Service d'agences : Inter-Press Service - Prensa Latina - Alai - cila - Latin America news letter.

Ont participé à ce numéro :

Pierre Benoît, Jean-Pierre Boris, Hortensia Bussi de Allende, Carlos, Daniel Cazes, Christine Frérot, Edgar Montiel, Margarita de Orellana, Paulo Antonio Paranagua, Chris Queiros, Céline Renney, Osvaldo Soriano.

Administration et gestion : Luis Alvarez.
Diffusion et abonnements : Beatriz Rio-seco.

Composition Germinal : 272.71.13

Impression M.S. : 672.23.63

Distribution : NMPP - Diffusion Populaire (librairies).

Mensuel édité par Publication FRANCE-LATINE, S.A.R.L. au capital de 2.500 F.
Siège social : 14, rue Bourg-Tibourg, 75004 Paris.

Dépôt légal : 1er trim. 1979.

Commission paritaire : N° 60623

ISSN : 0181 - 9623

Bureau de Genève

Case postale 7

1219 - Le Lignon/Genève

CCP : 12-21777

Tél. : 022/96.48.54.

Gestion : Luis Cid, Patricio Arellano

Rédaction : Alberto Dufey.

sommaire

● Anniversaire	3
● Nicaragua : Reportage aux réseaux de résistance	3-8
● Celam III : Le coup de frein	9-10
● Mexique : Le boom des hydrocarbures	11-14
● Mexique : Les Indiens et le problème indigène	15-17
● Mexique : Ciudad Nezahualcoyotl, ni ville ni bidonville	18-19
● L'Amérique latine à Vincennes	20-21
● Cinéma : Au pays des Catinflas, un film américain pas comme les autres	22-23
● Page en espagnol : Huinca perro	25
● Arts plastiques : Changement et continuité dans la plastique mexicaine	27
● Musique : Tania Maria ou la rage de jouer	28-29
● Sports : Argentine, après la fête, la gueule de bois	32

ABONNEMENT 8, RUE AU MAIRE - 75003 PARIS

Nom et prénom : Mme, Mlle, M.

Profession :

Adresse :

SOUTIEN : 1.000 F 500 F 100 F

Chèques ou virement à l'ordre de Société de publications France Latine

Souscription annuelle : (12 n°) : France 60 F , Étranger 80 F

NICARAGUA

reportage

aux réseaux de résistance



Les « muchachos » de septembre,
les femmes et les combattants
de la résistance de Managua

Managua 79 : deux villes, deux vies, parallèles et imbriquées. L'ancienne cité rasée par le tremblement de terre de 1972 n'a jamais été reconstruite. Mais la ville a resurgi ailleurs, éclatée : elle s'éparpille le long des voies-express tissées comme une énorme toile d'araignée à la périphérie de l'ancien centre. Rejetés derrière les quartiers résidentiels ou posés au hasard des campagnes environnantes : les *barrios*,

cités satellites, presque bidonvilles, sont de véritables petits camps. Une zone de haute surveillance loin des centres commerciaux et des quartiers aisés où les patrouilles militaires se font plus rares. C'est là, en janvier, que nous avons trouvé les *muchachos* de septembre, les femmes et les comités de quartier qui s'acharnent aujourd'hui à inventer les réseaux de la résistance.

La chasse aux jeunes

Hier, on pénétrait facilement dans les *barrios*. Aujourd'hui, aucun militant n'accepte d'y conduire un étranger : il mettrait tout le monde en danger. Eux-mêmes n'y vont que rarement, et encore,

sous prétexte de chercher une employée ou un artisan. Seules les villas sûres des quartiers résidentiels se prêtent aux réunions. Dans les *barrios*, elles ont lieu à deux ou trois ici, deux ou trois ailleurs. Jamais plus. Car l'heure n'est plus aux bombardements et aux arrestations massives. La dictature cherche maintenant à supprimer les activistes. Depuis la fin

officielle de l'état de siège les contrôles routiers ont pratiquement disparu, mais, explosions et coups de feu n'ont jamais cessé dans les quartiers populaires, quadrillés comme jamais par la Garde Nationale. « *Le doigt sur la gachette, nerveux, ils passent à chaque instant... Ils cherchent à nous terroriser* », dit une femme qui ajoute : « *On n'est plus en sécurité.* »

Ils entrent même dans nos maisons. Aujourd'hui, le seul fait d'être jeune est un délit ».

Et l'armée n'est que la partie visible de la grande « chasse aux jeunes ». Dans l'ombre, les indicateurs et les paramilitaires veillent. Les mouchards dénoncent, la Garde Nationale arrête. Une voiture sans plaque : attention, danger ! nous a-t-on expliqué dès notre arrivée. Elles sont partout et apparaissent chaque fois qu'il y a un incident : des hommes armés descendent... « *Les indics ont tellement faim qu'ils sont prêts à faire n'importe quoi* », disent encore les gens à propos des mouchards qui sont payés à l'homme. Les paramilitaires, eux, reçoivent un fixe d'environ quatre cents francs par mois. Ce sont les hommes à tout faire, la « cinquième colonne » du régime. Les uns comme les autres constituent la base de l'appareil de renseignement et de répression. Chaque matin on découvre de nouveaux cadavres abandonnés au bord des chemins.

Les *muchachos* de septembre expliquent le danger mortel que représentent les *orejas*, ces oreilles qui traînent partout et qui dénoncent. Une guerre sourde et tenace se déroule dans les quartiers entre mouchards et militants. Pour riposter aux opérations de nettoyage du régime, les *muchachos* ont organisé leur défense et parlent eux aussi de « nettoyage ». Ils racontent comment ils s'y prennent : lettres anonymes, menaces physiques, pour qu'ils s'en aillent. S'ils ne partent pas, ils font sauter leurs maisons. Ou ils les tuent.

Terrorisme d'État et contre-terrorisme ? Non, l'élimination des indics a provoqué de nombreux débats. Tous s'accor-



C. Renney - P. Benoît

dent pour reconnaître qu'ils représentent une menace mortelle et personne n'hésite à faire le coup de feu pour se défendre. Certains militants, pourtant authentiquement sandinistes mais formés dans le creuset des communautés chrétiennes, rechignent cependant devant la liquidation systématique de tous les agents de la dictature. Ils voudraient plutôt les paralyser par la peur ou simplement les expulser des quartiers. C'est d'ailleurs ce qui se passe le plus souvent. « *Ici*, raconte Pepe, 14 ans, d'un air assuré, *c'est presque propre. Il reste encore une petite vieille somoziste. On a tout essayé. Elle ne veut pas partir. On ne sait pas encore ce qu'on va faire* ».

Faire la fête

Avec son groupe, Pepe est devenu un spécialiste du harcèlement. Dans le quartier on le connaît pour avoir failli tuer, avec une bombe artisanale, le Macho Negro, un sergent célèbre dans tout Managua pour sa bestialité. Comme lui, il existe des centaines de jeunes de 13 à 16 ans, organisés en commandos. En quelques mois ils sont passés maîtres dans l'art de faire des bombes en tout genre. Cocktails Molotov, bombes de contact ou de fragmentation, mines de type vietnamien, n'ont plus de secret pour eux. Ils ont reçu le baptême du feu en septembre dernier. Il n'y avait alors que quelques pistolets et des carabines. Depuis, ils ont appris à connaître les armes de guerre. On s'entraîne à se familiariser avec des fusils d'assaut de type FAL dans certaines maisons de Managua. Tir simulé bien sûr. « *Tout se passe comme si on faisait la fête. Tandis qu'on s'amuse dans la pièce de devant, d'autres passent dans une chambre du fond pour s'entraîner. Après, on change d'équipe* ».

Ces commandos pratiquent aussi l'embuscade et cherchent à limiter l'action des patrouilles militaires. Dans certains coins, elles n'osent plus pénétrer la nuit. Et puis, de nouvelles opérations sont apparues : la récupération d'argent dans les banques, des médicaments dans les pharmacies. Le 20 janvier, *La Prensa*, quotidien de l'opposition modérée, récapitule les attaques de la veille. 8 h 30 : un commando s'empare de 70.000 francs au cours d'un transfert de fonds. Fin de matinée, quatre jeunes, armés et masqués, pénètrent dans une pharmacie et raflent des antibiotiques. A la même heure, un autre commando attaque successivement deux pharmacies et s'enfuit avec les médicaments et les caisses.

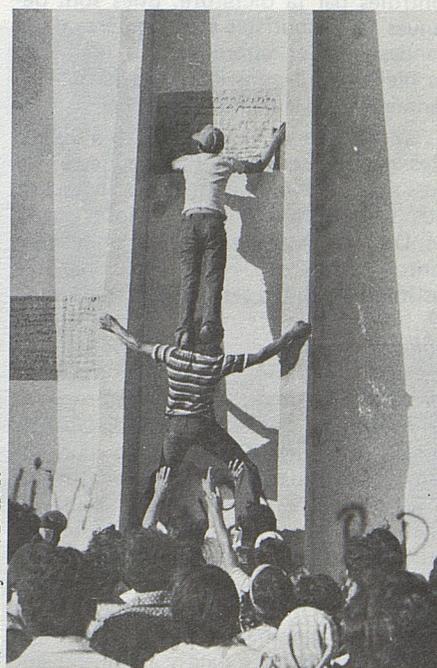
Liées à l'une ou l'autre des trois tendances du Front Sandiniste, ces unités sont autant de petites brigades d'agitation et de propagande enracinées dans les

quartiers. Pepe, lui, s'affiche « marxiste-léniniste » et explique en quoi ils utilisent les méthodes de lutte des bolchéviks ou des partisans vietnamiens. Son adhésion à la « Tendance prolétaire » du FSLN ? « *Il fallait créer une organisation de masses, faire un travail d'agitation politique* », répond-il avec aplomb.

Les « prolétaires », comme on dit au Nicaragua, semblent avoir le vent en poupe depuis l'insurrection de septembre. Le travail souterrain qu'ils développent depuis leur création voici trois ans porte désormais ses fruits, et la naissance du *Movimiento Pueblo Unido*¹ en est un peu la marque. Opposés jusqu'à récemment à l'action armée immédiate, les marxistes-léninistes étaient soumis aux critiques acerbes des deux autres tendances du FSLN qui leur reprochaient en outre, leur sectarisme et leur anti-sandinisme. Mais les événements de septembre sont passés par là : depuis décembre, les trois tendances qui se réclament du sigle FSLN ont uni leurs efforts à l'intérieur du pays. (Voir encadré). Autant que nous avons pu nous en rendre compte, l'accord militaire conclu en décembre fonctionne déjà solidement dans certaines régions où les combattants manifestent un réel esprit unitaire. Au plan politique les choses vont plus lentement, mais le fait que l'ensemble des forces sandinistes se soient jetées dans la création du MPU, constitue en soi une étape importante.

Féminisme, complicité et résistance

Aujourd'hui donc, un nombre incalculable de jeunes, chassés de leurs familles, réfugiés de ville en ville à cause des bom-



C. Renney - P. Benoît

bardements, de la répression, licenciés de leur travail. Des centaines de clandestins, de bannis et de pourchassés en tout genre. Comment vivent-ils ? Qui les aide dans les quartiers que nous avons traversés et où ils agissent apparemment « comme un poisson dans l'eau » ? L'expression, certes, tient du cliché, mais l'on manque parfois de mots pour décrire l'extraordinaire réseau de solidarité qui agite aujourd'hui le petit monde des barrios.

Au premier rang de ce front de complexité : des femmes. Souvent des mères de famille, plus souvent encore les mères de ces mêmes *muchachos*. « *Ce sont nos jeunes qui nous ont appris à lutter. Quand ils sont poursuivis nous devons les protéger* », dit l'une d'elles dont tous les gosses sont dans la résistance. Et une autre qui doit bien avoir la soixantaine, militante depuis peu, d'expliquer à sa manière : « *Quand je vois un jeune tomber, je le vis comme si c'était mon propre enfant. Je ne pouvais plus rester les bras croisés. C'est seulement unies que l'on peut agir. Si nous restons dispersées, chacune entre ses quatre murs, on ne pourra rien faire pour nos frères...* ».

C'est ainsi qu'elles expliquent comment elles sont entrées massivement dans le mouvement des quartiers. Modestes, elles ne comprennent pas toujours qu'elles sont la trame indispensable de l'organisation souterraine des *barrios*.

Pourtant, elles sont à la fois le service de sécurité qui renseigne sur les mouvements des paramilitaires et qui cache les fuyitifs, et le service sanitaire qui apporte les premiers soins aux combattants blessés qui ne peuvent être acceptés dans les hôpitaux, désormais sévèrement contrôlés par la dictature. Elles sont devenues les secouristes et infirmières de la clandestinité et apprennent à identifier les blessures, à constituer des petits dispensaires dans leurs maisons.

Mères, jeunes ou âgées de 25 à 60 ans, elles parlent souvent de la jeunesse, de leurs *muchachos*. Femmes, elles évoquent plus volontiers encore les choses de la vie. De leur vie. Surtout lorsqu'on les rencontre chez elles, dans leurs barrios. Insistantes, elles disent alors : « *Plus de 50 % des femmes du Nicaragua vivent seules. Les hommes s'en vont pour d'autres femmes et nous laissent nous occuper seules des gosses. Ce sont les femmes au Nicaragua qui sont responsables du foyer, qui travaillent...* » Sous-payées dans l'usine ou l'atelier, elles ont priorité à l'embauche. Pas facile de faire vivre, seule, une famille tout entière. Que faire des enfants quand il n'y a pas de crèches ? Quant aux grands, ils vont parfois à l'école avec leurs chaises sous le bras. Et les collèges eux-mêmes ne sont plus très sûrs : la Garde Nationale y arrive souvent

pour arrêter les *muchachos* en pleine classe...

Pauvreté et solitude de la femme nicaraguayenne. Mais quand on leur demande de situer les mille et un drames de leurs vies quotidiennes, une réponse immanquable revient sans cesse : le « régime militaire » corrompt le pays. Tel un cancer, Somoza ronge la société. L'alcoolisme des hommes, c'est lui et sa publicité. Lui encore, la prostitution. Lui enfin le machisme et leur solitude de femme.

Passives jusqu'à l'année dernière, sauf pour quelques militantes, c'est *Ampronac*, le mouvement national des femmes, qui a su les intégrer dans le combat contre le régime. Un processus qui se consolide à peine comme en témoigne leur discours de mères, encore fortement marqué de l'humanisme chrétien si vivace dans les paroisses de quartiers. Et si leur parole de femmes n'affleure encore que par moments, c'est qu'elles veulent d'abord abattre la dictature et aider ainsi les jeunes « *qui feront une patrie nouvelle* ».

Quatre mois après le génocide de septembre, le petit peuple de Managua a su retrouver une certaine sérénité. Il a vaincu sa peur et repris confiance en apprenant jour après jour les gestes de la Résistance. Principale leçon de septembre : l'importance de l'organisation. Formation des brigades et commandos populaires du Front, intégration des réseaux de soutien montés par les femmes. Mais c'est aussi la création ou le renforcement des comités de quartiers. Ils s'enracinent souvent là où les prêtres avaient déjà entamé un travail de sensibilisation. Aujourd'hui, base de la résistance populaire, ils s'appellent *Comités de défense*

civile (CDS). Ces comités sont en passe de devenir le point d'appui du MPU dans la population. Ils permettent évidemment de la défendre mais ont aussi une fonction politique à plus long terme : faciliter l'organisation massive des villes à l'heure de l'insurrection. Plus tard encore, ils seront peut-être l'embryon d'une future Assemblée Populaire. Pour l'heure, propagande, agitation et organisation sont leurs activités essentielles. Bref, ils contribuent à tisser les réseaux de la survie et de la Résistance...

« Zone libérée »

« *Vive le peuple uni* ». Assourdissants, déterminés, tendus, ils sont venus quelque vingt mille des quartiers de planche de Managua. Nous sommes le 10 janvier : pour la première fois depuis la création du MPU, les organisations de base apparaissent massivement en cette date symbolique qui jeta, voici un an, le peuple du Nicaragua dans les rues. C'est une forêt de banderoles, une cacophonie de slogans, une multitude qui s'appelle par son nom : *Nicarao, San Judas, Open Tres...* Et puis, le long des rues où le cortège s'étire, un fait massif qui nous poursuivra tout au long du séjour : la présence largement majoritaire de la jeunesse et des femmes. Il manque presque une génération, celle des hommes de trente à soixante ans. Exilés, enrôlés dans l'armée de la dictature, toute la journée devant leur bière, comme racontent les femmes ? Ce jour de janvier, ils ne sont qu'une poignée et encore principalement regroupés derrière les banderoles du Front Ample d'Opposition (FAO), dont



C. Renney - P. Benoît



NICARAGUA

2.200.000 habitants - Managua 20 %
Taux de croissance : 3 % par an
rurale : 51 % - urbaine 49 %
Chômage officiel : 22 % (35 % dans
les campagnes)

50 % de la population : 15 % du PNB
5 % de la population : 30 % du PNB
Taux d'alphabétisation : moins de 50%
Santé : 6,8 médecins et 18,2 lits d'hô-
pitaux. — 10.000 habitants.
Mortalité infantile : 13 %

les dirigeants ont pris l'initiative de commémorer le premier anniversaire de l'assassinat de Pedro Joaquino Chamorro, l'ancien leader anti-somoziste modéré, abattu l'année dernière. Une messe du « souvenir » devait précéder une marche silencieuse jusqu'au cimetière.

Mais le « programme » est bouleversé. Dès le départ le flot s'ébranle dans le grondement des slogans. Des groupes de jeunes, le visage masqué par des mouchoirs, la bombe de peinture à la main, inscrivent des consignes sans désespérer. Murs, poteaux, voitures, rien n'échappe aux jets rouges ou noirs des petites bombes. Les slogans accrochent l'œil de partout. Il en sera ainsi pendant toute la manifestation : le cortège, en dépit des indicateurs de police, fonctionne comme une « zone libérée » au cœur de la capitale.

Il y a là le gros des militants de Managua. Certains n'ont pas hésité à venir, le pistolet discrètement glissé sous la ceinture. Les dirigeants du FAO sont complètement noyés par la foule des quartiers. « *Ça se sent ! Ça se sent ! Le peuple est présent !* ». Derrière une énorme bande-roule noire, les femmes d'Ampronac, scandent sans cesse « *Peuple, unis-toi !* ».

Quelque part dans la foule, arrimé sur une longue perche, un drapeau sandiniste s'élève : longue ovation. Les étudiants du FER², un groupe compact très exubérant, répètent à perdre haleine « *nous*

enterrerons le cœur de l'ennemi dans la montagne ». Une idée chère à Sandino dont les partisans de la Guerre Populaire Prolongée ont fait leur devise. La parole symbolique du guerillero qui expulsa les marines américains au début du siècle n'a pas perdu de sa force, mais elle résonne étrangement ici, au « cœur » de la capitale.

Tout au long de ces quelque trois heures d'expression politique deux slogans sont revenus comme un leitmotiv : « *Peuple, unis-toi* » et « *Movimiento Pueblo Unido* ». De fait, le MPU domine la manifestation. Il lui donne son rythme et affirme l'existence d'une force populaire autonome et organisée. Le FAO dont l'image s'est ternie au fil de ses conversations avec la Commission de Médiation de l'OEA dirigée par les États-Unis, paraît désormais discrédité aux yeux de l'opinion publique. La manifestation en est le reflet. Juché sur une voiture, un jeune orateur harangue la foule : « *C'est dans le MPU que sont les organisations populaires. C'est notre réponse à l'intervention et à la médiation yankee. Toute l'histoire du Nicaragua montre que nous avons été piégés par des pactes et des médiations. On ne veut plus de pactes* ».

Céline RENNEY
■ Pierre BENOIT

1. Le *Movimiento Pueblo Unido* regroupe aujourd'hui 24 organisations politiques et syndicales de gauche sur un programme unitaire dont le texte définitif a été établi en novembre 1978. Il a l'appui total du Front Sandiniste de Libération Nationale. C'est autour du MPU que s'est formé, le 1er février 1979, le *Frente Patriótico Nacional*.

2. *Frente Estudiantil Revolucionario*. Le plus important des mouvements d'étudiants.



D.R.

LE FSLN AUJOURD'HUI

Il existe aujourd'hui trois organisations indépendantes qui se réclament du sigle FSLN. Elles sont liées à l'histoire du Front créé il y a dix huit ans dans la foulée de l'expérience cubaine. La tendance dite Guerre Populaire Prolongée apparaît comme l'héritière historique de l'organisation politico-militaire clandestine. La guerre populaire prolongée : concept stratégique élaboré par les partisans vietnamiens qui conçoit que l'affrontement contre la dictature et le capitalisme national débouche nécessairement sur une confrontation avec l'impérialisme.

Plusieurs fois décimé, en butte à une répression féroce, le FSLN a traversé plusieurs crises. Imbu dans un premier temps des thèses foquistes, il développe initialement ses activités dans les montagnes du Nord. Fruit des contradictions — lutte armée, travail politique, milieu rural, milieu urbain —, une première scission apparaît en 1975, et donne naissance à la Tendance Proletaire. Des militants plus clairement marxistes-léninistes concluaient provisoirement à l'impossibilité de mener une lutte armée immédiate, et se lançaient dans un travail organisationnel clandestin visant le prolétariat naissant.

En 1977 apparaît une troisième tendance au sein de la tendance historique (GPP). Prenant en compte les



D.R.



D.R.

contradictions de plus en plus apparentes au sein de la bourgeoisie locale, cette tendance dite tercériste estime possible la création d'un large Front anti-somoziste. D'autre part, la tendance tercériste ou insurrectionnelle, comme elle se nomme aujourd'hui, estime également que le climat international, suite à la venue au pouvoir de Carter, est favorable à l'isolement de la dictature. Elle entreprend une campagne de soutien auprès des régimes progressistes d'Amérique latine. Enfin, tirant le bilan partiellement négatif d'une stratégie militaire défensive, elle prétend développer, par des actions armées contre les cantonnements de la Garde Nationale dans les villes, un climat insurrectionnel favorisant à court terme le soulèvement de la population.

Cette situation de trois tendances distinctes se réclamant toutes du sandinisme a impulsé un débat idéologique très virulent. Le passage à l'offensive de la tendance Insurrectionnelle, fin 77 en particulier, a été violemment critiqué comme aventuriste par les deux autres. Cependant, la radicalisation de la population, les manifestations et grèves de 1978, et les attaques spectaculaires des mêmes tercéristes, ont aidé à favoriser un rapprochement d'autant plus significatif

qu'au niveau de la population il n'a jamais existé qu'un seul Front Sandiniste.

Vers l'unité des forces sandinistes

Après une vaine tentative de mise en place de stratégie militaire commune l'été dernier, de nouveaux accords ont été signés entre les trois tendances en décembre dernier.

« Nous unissons nos forces pour impulser la lutte armée révolutionnaire jusqu'à ce que la dictature militaire somoziste soit définitivement abattue et que soit mis en place dans notre patrie un régime authentiquement démocratique qui garantisse la souveraineté nationale et le progrès socio-économique des travailleurs ».

Les accords condamnent l'intervention impérialiste « par le biais de la Commission de Médiation de l'OEA et récusent sa proposition de plébiscite. Elles insistent sur la nécessité d'abattre le régime par une voie révolutionnaire et sur le fait que sans la dissolution de la Garde Nationale, il sera impossible d'instaurer un système véritablement démocratique. Finalement, les trois tendances donnent leur appui au MPU et à son programme minimum.



D.R.

CELAM III

le « coup de frein »

La CELAM III est terminée et pas plus le froid jeté par Jean-Paul II, venu de l'hiver polonais, que les manœuvres de l'incroyable évêque Lopez Trujillo, secrétaire général de la Conférence, n'ont été suffisants pour geler le processus d'engagement croissant des évêques latino-américains. L'encouragement papal n'a pas réussi à

Dans l'une des scènes du film *Holocauste*, on a pu voir un officier allemand reprocher à un prêtre de prier pour les Juifs persécutés. Entre autres choses, l'officier disait au curé : « Vous ne pouvez pas ignorer qu'un concordat a été signé entre le Vatican et le Reich et que, à un curé près, l'Église catholique tout entière approuve notre politique envers les Juifs, puisqu'ils ont tué le Christ ! ». Et le curé de répondre « Quoi qu'il en soit, j'obéis aux commandements que m'a laissés le Christ et non aux interprétations des lâches qui restent aveugles... ».

L'Amérique latine n'est pas l'Allemagne nazie, dira-t-on, même si on y trouve aussi des camps de concentration, même si des gens y disparaissent, même si, comme récemment au Chili, on découvre des fours pleins de cadavres, même si des millions d'hommes et de femmes sont privés des droits les plus élémentaires, y compris celui de pouvoir vivre dans leur patrie. C'est vrai, l'Amérique latine, malgré tout cela, n'est pas l'Allemagne nazie. Pourtant, beaucoup de curés et de fidèles, qui osent défier les diktats des nouveaux führers, ont dû faire la même réflexion que le curé d'*Holocauste*, en entendant les propos réjouis de la droite et de Pinochet après le discours du pape et les rappels à l'ordre quant à l'engagement politique. « Le pape a clarifié beaucoup de choses », a dit Pinochet, « en particulier celles qui concernent la mission de l'Église, et surtout pour ceux qui croient que cette mission est politique ». Il n'a pas pu s'empêcher de féliciter le pape pour « le courage dont il a fait preuve ».

Les militaires argentins ont dû éprou-

ver une joie semblable en entendant les propos de cet évêque qui critiquait l'analyse « pessimiste » de certains religieux préoccupés par les souffrances des pauvres d'Amérique latine. « Ces analyses pessimistes », ajoutait-il, « nous font perdre de vue le plus grand des ennemis ». Le Diable?... Non ! le marxisme.

Il était évident que le voyage à la CELAM III du pape Wojtyla aurait une signification capitale pour l'Église latino-américaine et pour l'ensemble de l'institution. Autant parce que l'Amérique latine est la zone la plus catholique du globe que parce que la conférence offrait à Jean-Paul II l'occasion de préciser les orientations de son règne. On l'avait déjà vu s'efforcer d'éviter un affrontement entre l'Argentine et le Chili avec succès et faire des déclarations générales sur les dignités de la personne et les droits de l'homme. On pouvait penser à juste titre que la CELAM III serait l'occasion de faire tout au moins une remarque gênante aux dictatures qui violent systématiquement cette dignité et ces droits, ne serait-ce que pour leur reprocher de réprimer et d'assassiner ceux qui s'opposent à eux au nom de l'Évangile. Nous pensions même (cf. n° 9 d'*Urgent Amérique Latine*) que la tendance dite « polonaise », celle que la complicité avec les pouvoirs établis ne gêne pas, serait peut-être mise en difficulté par ce pape polonais qui semblait disposé à « se mêler de tout ».

Erreur ! Le voilà qui commence à lancer un avertissement : « Vous êtes des prêtres, non des hommes politiques ». Et ajoute à la suite de Jean-Paul I : « C'est une erreur d'affirmer que la libération

politique, économique et sociale coïncide avec le salut en Jésus-Christ, que le règne de Dieu s'identifie avec le règne de l'homme ».

Quelques jours avant, au cours d'une cérémonie dédiée à Notre-Dame de Guadalupe, il priait pour que les peuples latino-américains soient protégés « des guerres, de la haine et de la subversion ».

Les signes de « coup de frein » se situent bien au-delà des mots. C'est au niveau des réactions qu'ils sont les plus manifestes. Le pape a su contenter un certain nombre de dictateurs et toute la droite latino-américaine qui pourra, espère-t-elle, jouir à nouveau en toute impunité du droit de Dieu, accordé autrefois par une Église soucieuse de ne pas confondre son règne avec celui des hommes. Tout aussi significative est la réaction de ce prêtre latino-américain qui refusa de nous donner ses impressions, convaincu qu'une répression au sein de l'Église était à craindre contre les secteurs les plus engagés. Le discours du pape marque le retour à une Église sectaire, unique détentrice de la vérité sur l'homme reçue par l'Esprit-Saint, toute autre idée devenant fautive par principe.

Il y avait donc lieu d'être pessimiste sur la capacité de la CELAM III de répondre aux espoirs des masses catholiques latino-américaines de voir leur Église s'engager dans la voie de la « théologie de la libération ».

Les manœuvres des secteurs traditionnels et particulièrement du Secrétaire général de la conférence, l'évêque colombien Alfonso Lopez Trujillo, prirent les allures de magouilles politiciennes quand un journal mexicain publia une lettre envoyée par celui-ci à un collègue brésilien, peu après l'élection de Krol Wojtyla (voir encadré). Une drôle de façon d'écarter la politique !

Pendant ce temps, dans une autre salle de Puebla, les théologiens de la libération tenaient une conférence parallèle, et les évêques les plus progressistes essayaient de limiter les dégâts produits par les paroles de Jean-Paul II et les manœuvres de Lopez Trujillo. Ils s'empresèrent tout d'abord de ne pas rejeter le pape dans le camp conservateur, en affirmant qu'il n'avait pas condamné explicitement la « théologie de la libération » et que leurs engagements personnels étaient fondés sur leurs qualités de prêtres et non de politiciens. Ernesto Cardenal déclarait : « Je ne suis pas un homme politique, je n'ai pas d'engagement politique militant. Je suis engagé dans la rébellion de mon peuple pour renverser la dictature ». Cette politique de prudence et de « récupération » de la légitimité papale a été couronnée d'un certain succès qui a permis une alliance entre progressistes et modérés et l'accès à la com-



UN POLITICIEN COMME UN AUTRE

Alfonso Lopez Trujillo, évêque colombien et secrétaire général de la Conférence épiscopale, aura été la bête noire de Puebla. Auteur d'un document préparatoire inconcevable pour l'Église latino-américaine d'aujourd'hui, il a fait parler de lui pour une lettre envoyée à l'évêque brésilien Luciano Duarte, publiée par le journal *Unomasuno* (en possession de deux autres lettres, le journal aurait « spontanément » décidé de ne pas les rendre publiques). Le contenu de la lettre dont nous reproduisons les extraits ci-dessous, a provoqué des réactions violentes de la part de nombreuses organisations catholiques et la demande de démission de Lopez Trujillo du secrétariat¹.

« (...) Ces personnes-là (les prêtres de tendance progressiste) se sentent très forts quand on ne les affronte pas » (...) « J'espère que tu n'es pas seulement content mais ravi avec l'élection du nouveau pape. Comme tu vois, il a commencé à parler bien clair » (...) « Prépare donc tes bombardiers et un peu de savoureux venin, nous avons besoin de toi en pleine forme pour Puebla et pour l'assemblée de la CELAM. Je crois que tu dois te soumettre à un entraînement comme le font les bo-

xeurs avant de monter sur le ring pour les championnats du monde. Il faut que tes coups soient évangéliques et précis » (...) « Quand au mois d'août, après l'élection de Jean-Paul I, je suis arrivé à Rome, Dom Aloisio² avait déjà obtenu la nomination de l'évêque dont nous avons parlé et au sujet duquel j'ai écrit au cardinal Baggio. J'ai protesté et on m'a rassuré en me disant qu'on avait équilibré les choses en désignant un autre évêque d'une position très sûre. J'ai fait remarquer quel problème se poserait si on laissait la place à un autre suppléant. Dom Aloisio me dit que ce danger n'existait pas parce qu'on était sûr que tous les évêques seraient à Puebla. Je ne suis quand même pas très tranquille. En exerçant d'autres pressions, on a aussi invité dans ce cas le père Arrupe³. Ceci est très douteux ».

1. Il semblerait que des pressions aient été exercées par les adversaires pour empêcher la publication des autres lettres. Quant aux demandes de démission, l'agence Inter-Press Service annonçait dans une dépêche que « Mg. Herder Camara avait dissuadé Mg. Lopez Trujillo de présenter sa démission ».

2. Il s'agit du cardinal Aloisio Lorscheier, archevêque à Fortaleza (Brésil), président de la CELAM, figure importante de la tendance modérée.

3. Pedro Arrupe, jésuite, général de la Compagnie de Jésus.

mission chargée de coordonner les travaux des vingt et une commissions dont une seule était présidée par un progressiste. Dans cette commission de coordination, désignée par les évêques, et non par le secrétariat, comme cela avait été prévu au départ, progressistes et modérés trouvèrent une tranquille majorité de compromis. Mieux encore, la résolution du douteux Lopez Trujillo était rejetée par un vote de 149 voix contre 30. Le projet de l'évêque brésilien Mendes de Almeida recueillait l'unanimité. Mais de quelle unanimité s'agit-il ?

Nous sommes unis dans la division

Étonnant dénouement que cette unanimité* après des débuts si contradictoires. Le message final contient une petite phrase d'aveu : « Ne vous laissez pas impressionner par la nouvelle que les évêques sont divisés ». Précisant plus loin que l'unité se maintient par la collégialité. L'Église latino-américaine est-elle devenue un exemple de pluralisme ? Nous serions alors en face d'un miracle. Il n'y a pas ici d'unité ou d'unanimité mais seulement un compromis formel. Il est évident que les déchirements de l'Église latino-américaine vont s'accroître dans la mesure où une bonne partie des Chrétiens sont partie prenante d'une Église issue de la base, que le pape a clairement condamné et que les « traditionalistes », en accord avec les dictatures, poursuivent avec acharnement, avec des moyens qui ne sont pas seulement idéologiques.

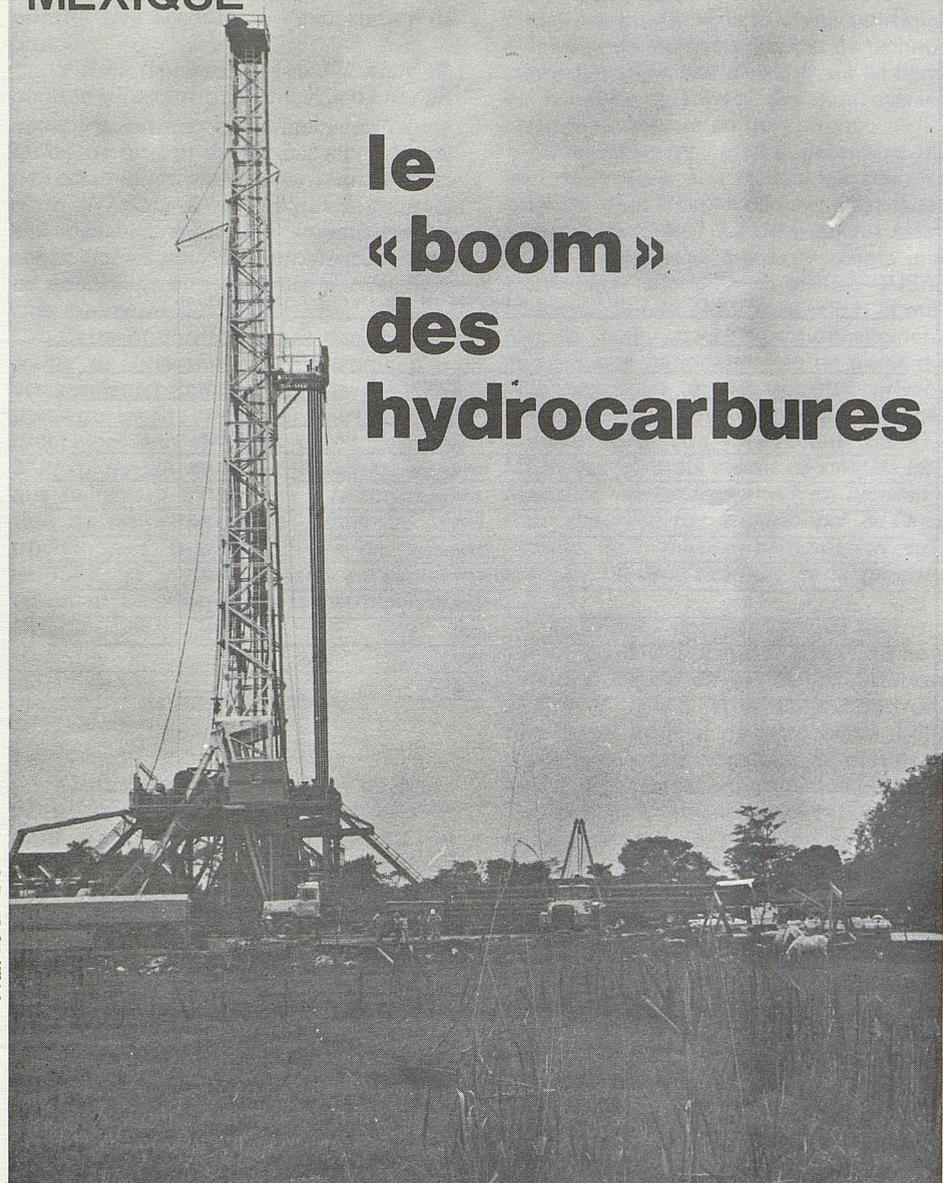
La victoire des « théologiens de la libération » est d'avoir empêché une condamnation explicite que le discours du pape encourageait et a obtenue, grâce aux modérés, les plus nombreux au sein de l'épiscopat, le maintien de trois options de base de l'Église latino-américaine menacées par les propos de Jean-Paul II et les attaques intégristes : Choix en faveur des pauvres, pour la libération intégrale de l'homme et la présence de l'Église dans l'avenir du continent. Trois axes autour desquels les tendances de la « collégialité » divisée de l'Église latino-américaine feront bel et bien de la politique. Elle sera de droite ou de gauche, en faveur des nantis ou des pauvres, des faucons ou des colombes, mais ne cessera pas pour autant d'être éminemment politique.

■ Eduardo OLIVARES

* L'unanimité apparaît donc comme le fruit de la conviction des évêques de renforcer la présence de l'Église comme condition première de toute théologie. Ce n'est pas un hasard si, ayant été convoquée pour parler d'évangélisation, la conférence n'a finalement parlé que de doctrine et d'institution.

MEXIQUE

le « boom » des hydrocarbures



Jean-Pierre BORIS

Le Mexique est désormais parmi les « grands » du pétrole. Cela suscite des convoitises, surtout après la crise iranienne, de la part du « colosse du nord ». Les rapports ne sont pas faciles, les négociations pour l'achat éventuel de pétrole s'inscrivant dans un ensemble comprenant l'émigration de la main-d'œuvre mexicaine, les programmes agro-industriels du Mexique central et le prix du gaz naturel. Les Me-

xicains ne veulent pas se laisser manger à la sauce américaine et Carter, comme on l'a vu, est prêt à supporter toutes les rebuffades pour défendre les intérêts de Washington. Devant les perspectives que lui ouvrent ses réserves « d'or noir », le Mexique semble fermement décidé à suivre une stratégie pétrolière en accord avec ses besoins et ses projets de développement et non avec ceux des USA.

Dans un acte qui marqua son époque, le général Lazaro Cardenas nationalisa en 1938 le pétrole mexicain, alors aux mains de sociétés américaines, anglaises et hollandaises.

« Il faut que tous les secteurs de la nation développent à partir de ce moment, une plus grande activité pour créer de nouvelles ressources qui révèlent comment l'esprit de notre peuple est

capable de sauver l'économie du pays », déclara Cardenas au moment de la nationalisation.

En effet, elle s'est montrée avec le temps un instrument essentiel pour le progrès et l'indépendance du pays. *Petroleos Mexicanos* est aujourd'hui l'industrie la plus importante du pays. Les effets de ses activités se répercutent, de différentes manières, sur l'ensemble du territoire national. En plus de satisfaire en produits pétroliers et pétrochimiques de base les besoins de la population, et constituer l'appui fondamental à de nombreuses entreprises connexes ou d'approvisionnement, c'est la *source principale* des revenus du Trésor public (12 %).

Lorsque le Mexique commémora avec un faste exceptionnel le quarantième anniversaire de cette nationalisation, le 18 mars 1978, le directeur de PEMEX, M. Jorge Diaz Serrano, présenta dans un rapport au président de la République M. José Lopez Portillo, le nouveau profil de l'industrie pétrolière : un véritable « boom » des hydrocarbures qui, d'après les plans annoncés, faisaient du Mexique une nouvelle grande puissance pétrolière.

En se basant sur les réserves considérables découvertes au sud du pays, *Petroleos Mexicanos* a lancé un programme de grandes dimensions dont les objectifs principaux pour l'année 1982 sont de doubler l'actuelle production d'hydrocarbures et la capacité de raffinage, et de doubler la production des produits pétrochimiques de base¹.

Des réserves fabuleuses

Mais quelle est réellement l'importance des réserves ? La presse économique internationale s'est penchée sur ce sujet et des chiffres fantaisistes furent avancés. D'après le dernier rapport du directeur général de PEMEX (mars 1978) qui contient les chiffres officiels les plus récents (puisque la *Memoria de Labores de 1978* n'a pas encore été publiée), les réserves sont de l'ordre suivant :

- Les réserves *prouvées* de pétrole brut, de gaz naturel et de gaz liquide atteignent 16 milliards de barils.

- Les réserves *probables* se montent à environ 31 milliards de barils (y compris les réserves « prouvées ») ;

- Les réserves *potentielles* seraient de 120 milliards de barils, y compris les réserves prouvées et probables².

Une comparaison nous donnera une idée de l'ampleur des nouvelles réserves : en 1977, les réserves ayant augmenté de 4.800 millions de barils (en passant de 11.200 à 16.000 millions), le Mexique accumula *neuf fois* plus que ce qu'il avait exploité et produit depuis l'industrialisation du pétrole. Ces chiffres plus

qu'encourageants amenèrent les planificateurs mexicains à considérer que les « réserves prouvées » étaient suffisantes pour couvrir la demande pendant trente ans.

Par ailleurs, la politique énergétique mexicaine établit une incorporation rapide des « volumes prouvés » aux « réserves probables » ; c'est pourquoi PEMEX s'est fixé de découvrir chaque année plus que ce qui a été extrait l'année précédente. A ce rythme, on estime que les réserves prouvées dont disposera le Mexique en 1982 (à la fin du plan) s'élèveront à 30 milliards de barils, quantité suffisante pour satisfaire la demande nationale pendant quarante-huit ans.

Certains économistes de l'énergie considèrent qu'une proportion de quinze ans de réserves prouvées assure à un pays suffisamment de sécurité pour s'engager dans des plans de développement intégral. Le Mexique, avec trente ans de réserves prouvées, présente donc les conditions optimales pour devenir un pays industriel prospère à la fin du siècle, si les richesses pétrolières sont bien administrées. Dans cette perspective, les Mexicains ont intensifié, quoique prudemment, le processus de raffinage et la pétrochimie, afin de ne pas « brûler » le pétrole et lui appliquer de plus nobles usages ; d'autre part, on a insisté sur la prospection de gaz (35 % par rapport au pétrole) pour en faire la seconde ressource énergétique et lui donner une importance comparable à l'énergie hydroélectrique ou nucléaire. En accroissant la production et la consommation de gaz, les Mexicains pensent conserver plus longtemps leurs réserves d'hydrocarbures (tableau 2).

Les plans de PEMEX

Devant l'ampleur des réserves, PEMEX s'est lancé dans de grands projets que le directeur de cet organisme considère comme propres d'une « *politique conservatrice* » malgré leur envergure. Conformément au plan sexennal, la cadence de la production s'est intensifiée; entre décembre 1976 et décembre 1977, la production de brut et de liquides a grimpé de 27 % (260.000 barils par jour), haussant la production journalière moyenne à 1.085.500 barils³.

Pour 1978 nous observons une notable progression (la *Memoria Labores* 1978 en fournira les données). La cadence d'exploitation fait que l'objectif établi en décembre 1976, prévoyant une production de 2.250.000 barrils par jour de brut et de liquides pour 1982, sera atteint en 1980. Selon les techniciens de PEMEX, la réalisation anticipée de cet objectif

MILLIERS DE BARILS /AN

année	exportation	importation
1938	8995	123
1943	5725	212
1948	13118	2556
1953	15348	3983
1958	11642	5369
1963	18718	2142
1968	19988	3619
1973	8699	24156
1977	75388	3465
1978	177572	2283
1979	294200	—
1980	368300	—
1981	441500	—
1982	508800	—

Importation et exportation de Cru et de produits pétroliers.

fournira au Mexique le temps et les ressources financières nécessaires au développement du potentiel hydroélectrique, du charbon, de l'uranium, de l'énergie géothermique et autres, demandant des investissements considérables, en vue de structurer et de soutenir économiquement, à moyen terme, une *politique intégrale* en matière d'énergie. Le pétrole ferait donc les frais des autres sources d'énergie.

Les observateurs estiment que les cadences de production prévues par le Mexique sont réalisables. Le développement de la production s'effectue rapidement avec la technique adaptée. Par exemple, le vieux champ pétrolier de Poza Rica mit vingt ans pour atteindre une production maximale de quelque 150.000 barils, alors que la récente exploitation des réserves de la zone de Reforma est parvenue en cinq ans à produire 800.000 barrils (soit le double de la production mexicaine de 1967).

« Lorsque nous atteindrons le plafond de production prévu pour 1980 », souligne M. Diaz Serrano, *le Mexique sera en mesure de décider s'il poursuit le même rythme de production pétrolière, ou*

s'il convient de l'augmenter ou de le diminuer, ceci avec l'énorme avantage qu'il disposera alors d'un revenu et de l'aisance lui permettant de projeter l'exécution d'un plan magistral de développement auquel participeront tous les secteurs. ». Il est à noter que c'est à ce moment que le revenu pétrolier sera utilisé à des fins autres que celles du secteur énergétique.

En ce qui concerne les plans de raffinage et de pétrochimie, il n'existe pas d'accord total. En 1977, les raffineries du système mexicain (7 en service et 2 en construction) transformèrent 835.550 barils de pétrole brut et de liquides par jour. Cette quantité, que l'on estime respectable, présente un accroissement de 12,7 % par rapport à l'année précédente.

Pour ce qui est de la production de produits pétrochimiques de base, 4.200.000 tonnes de brut furent transformées, d'une valeur totale de 9.800 millions de pesos (1 dollar = 23 pesos), montant considéré comme modeste.

PREMEX prévoit pour 1982 d'exporter 16 % de ses produits raffinée et 17 % de ses produits pétrochimiques de

base, pourcentage réduit qui signifie que priorité sera accordée à l'exportation de brut.

« Il ne faut pas se faire d'illusion, répond le directeur de PEMEX, en croyant pouvoir substituer complètement l'exportation de brut et de gaz par leurs dérivés pétrochimiques destinés au marché extérieur. Il s'agirait de volumes énormes qui demanderaient des investissements considérables pour leur production et qui ne pourraient être absorbés par les marchés internationaux ».

Cette option se traduit dans le *Programa de Inversiones* (Programme d'investissements) (tableau 5). Sur 298.000 pesos qui seront investis au cours des cinq prochaines années, 53 % seront destinés à l'exploration et à l'exploitation, alors que seulement 27 % iront à la construction de raffineries et de complexes pétrochimiques. Sur 49 millions de pesos en 1982, 27 seront consacrés à l'exploitation et seulement 3 à la pétrochimie.

Les points chauds

Cette présentation publique des plans pétroliers officiels ne fut réalisée qu'après avoir tranché certaines divergences. En effet, on était déjà informé avec certitude

depuis 1970 sur les considérables réserves d'hydrocarbures. Mais la classe politique mexicaine et les divers groupes de technocrates n'étaient pas d'accord sur la ligne de conduite à suivre. Ces controverses peuvent se résumer en trois points :

Premièrement, était-il nécessaire ou non de recourir à la technologie des métropoles pour l'exploration et l'exploitation des réserves ? La décision fut affirmative : c'est ainsi que l'on accepta une technologie d'origine diversifiée (USA, Hollande, Suède, Roumanie, etc.), et même de faire appel exceptionnellement et pour une période limitée (la durée du plan sexennal) à des sociétés privées (nationales ou étrangères) pour le forage. Comme le précise le directeur de PEMEX, ces contrats « sont de simples instruments, où l'entrepreneur est constamment supervisé par le personnel de l'ins-titution, sans aucune participation aux produits ou aux résultats de la production »⁴.

Le second point polémique tournait autour du développement rapide ou non de l'exploitation en vue de l'exportation du brut et de la création d'une infrastructure de raffinage et de pétrochimie. Lors d'une conversation privée, le président Luis Echeverria nous signala que de lourdes pressions financières et politiques se déploierent au cours de sa gestion lors de la crise pétrolière de 1974, pour

qu'il livrât du pétrole brut aux métropoles occidentales, en particulier aux États-Unis. « En dépit d'une situation économique critique, disait-il, j'étais fermement partisan de consolider une industrie pétrochimique et d'exporter des produits dérivés à haute valeur ajoutée ».

A l'heure actuelle, un rapport de la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud constate que la politique pétrolière actuelle a tendance « à mettre l'accent sur la nécessité d'un rapide développement des exportations de brut, en vue de disposer de devises, alors que son prédécesseur était partisan d'exporter des produits dérivés »⁵.

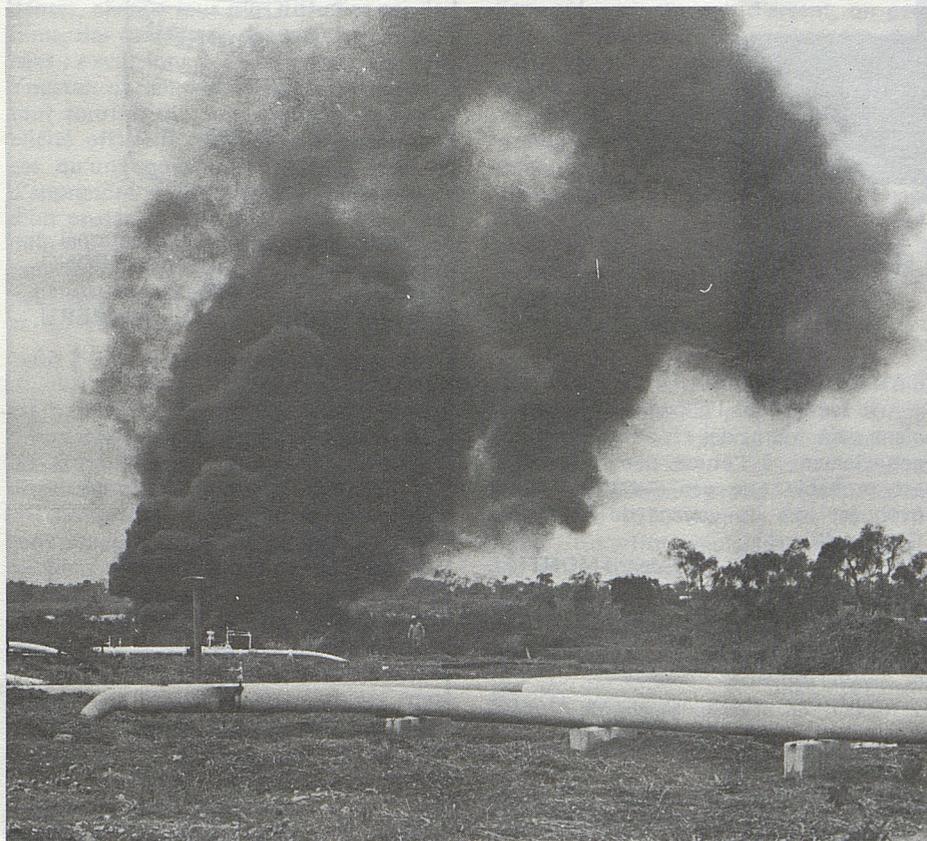
Le dernier point de litige fut la destination du gazoduc, et si le gaz devait s'exporter à l'état brut ou transformé. Si nous en croyons le rapport cité plus haut, « c'est le président Portillo qui a décidé personnellement la construction du gazoduc reliant, le long de l'Atlantique, les champs de pétrole et de gaz de Cactus (Chiapas) à Reynosa (Tamaulipas) à la frontière américaine. A partir de là, le gaz sera acheminé vers la Floride et la Californie ».

Il n'y eut pas de grandes divergences concernant le besoin de faire appel aux ressources financières externes pour les gros investissements. Malgré l'émission de « bons », tout le monde était conscient que les ressources internes étaient insuffisantes.

En dépit de ces controverses conjoncturelles motivées par la crise économique interne, il est à remarquer chez l'État mexicain une vocation bien réelle de sauvegarde de sa souveraineté. En effet, les « contrats de forage » sont établis pour un délai précis, sous la surveillance de PEMEX ; même dans le cas du gazoduc, il est prévu de satisfaire en premier lieu le marché national, avec un embranchement vers le centre industriel de Monterrey et les USA en second lieu.

Politique commerciale

La politique d'exportation de PEMEX se fonde sur « trois facteurs complexes et dynamiques ». Tout d'abord, les exportations s'établissent en fonction de l'ampleur des réserves pétrolières, qu'elles soient prouvées, probables ou potentielles. En second lieu, c'est la capacité nationale d'investissement qui détermine le rythme d'extension de l'actuelle structure de production. Le troisième facteur tient à ce que l'exportation est réalisée à des prix « convenables » et seulement après satisfaction du marché interne. Préoccupé par les variations de prix sur les marchés internationaux et exprimant sa position vis-à-vis de l'OPEP, PEMEX



estime qu'il doit « parvenir à vendre son brut à de meilleurs prix que ceux fixés par les grands producteurs ». Selon certains observateurs, le Mexique aurait obtenu de meilleurs prix des USA en 1974, à condition de ne pas adhérer à l'OPEP ; cependant, à l'heure actuelle, PEMEX mène une politique de concertation avec l'OPEP. D'autres observateurs ont soutenu que ces meilleurs prix étaient dus à la proximité des acheteurs.

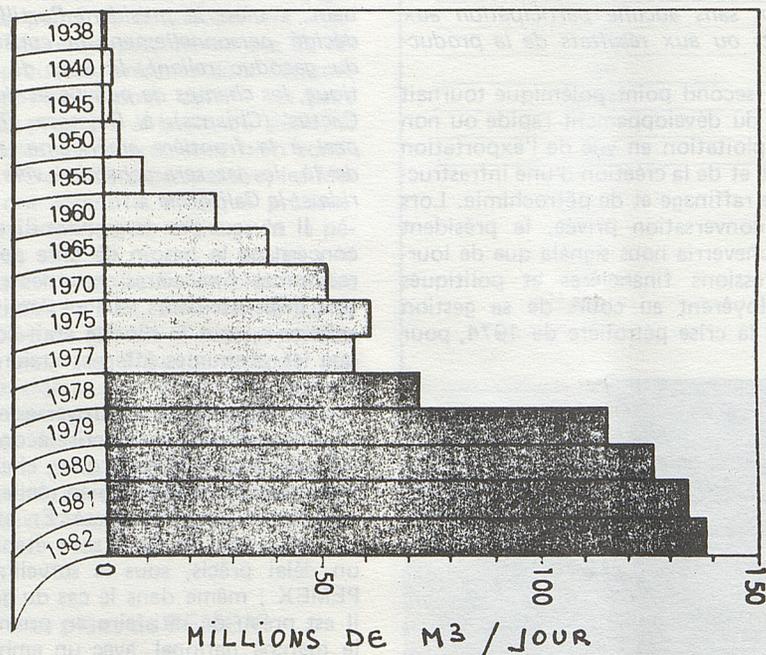
En ce qui concerne le marché interne, la valeur totale des ventes s'est élevée à 53 milliards de pesos, avec un accroissement de 37,5 % par rapport à l'année antérieure ; 83 % de ce montant correspondaient aux produits pétroliers et 17 % aux produits pétrochimiques.

Au Mexique, le prix du produit

exportations de pétrole raffiné. Le tableau 7 indique les exportations calculées en milliers de barils par an.

En 1978, PEMEX a exporté du brut aux États-Unis, au Canada, en Espagne et en Israël. Il a réalisé des exportations d'ammoniaque au Brésil, au Costa Rica, au Salvador et en Suède et a exporté du gaz liquéfié et des produits raffinés à destination de Surinam, du Belize, de la Colombie, de l'Équateur, des États-Unis et du Pérou.

Selon des déclarations de fonctionnaires de PEMEX à l'occasion du voyage du directeur général en Europe à la fin de 1977, des conversations ont eu lieu pour que PEMEX puisse vendre des marques mexicaines directement au public, soit isolément, soit associées avec



Production totale de gaz naturel.

fini est fixé à une moyenne de 6,50 dollars par baril, prix relativement bas (par rapport à celui de l'extérieur, de 18 dollars en moyenne), ce qui entraîne une croissance continue de la consommation. Du fait de la planification du commerce interne et international, la consommation se rajustera au sein du marché interne, afin de maintenir de grandes marges pour l'exportation et de ne pas retomber dans une consommation irrationnelle.

En 1977, les exportations totales de *Petroleos Mexicanos* atteignirent 23.400 millions de pesos, soit 234 % de plus qu'en 1976. Le volume exporté fut en moyenne de 206.500 barils par jour, dont 202.000 de brut et 4.500 de raffiné. Il est à noter la quantité réduite des

des entreprises d'État.

Il semble que l'Espagne et la France aient déjà fourni des réponses concrètes, actuellement à l'étude par PEMEX. Il est probable que ces questions seront évoquées lors du voyage de M. Valéry Giscard d'Estaing.

■ Edgard MONTIEL

1. Pour une information plus détaillée des plans de PEMEX, voir E. Montiel, *Mexique/Pétrole* : « L'économiste du Tiers-Monde » N° 33, mars 1979, Paris.
2. Rapport du directeur général de *Petroleos Mexicanos*, 18 mars 1978, Mexico, D.F.
3. Memoria de Labores 1977. PEMEX. Mexique.
4. Cf. Note 2
5. Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud. « L'industrie du pétrole en Amérique Latine ». N° 1, janv. 1978. Paris.

ACTUALIDAD ECONOMICA DEL PERU

Revue péruvienne d'information et d'analyse économique publiée par le Centro de Asesoría Laboral (CEDAL)



CARLUKHO.

Mandat ou virement international à l'ordre de ACTUALIDAD ECONOMICA DEL PERU, Av. Guzman Blanco 45 Oficina 402 LIMA PERU.

Abonnement 12 numéros : US \$ 50

Estoy enviando adjunto un cheque o giro postal de US \$ 50 a nombre de ACTUALIDAD ECONOMICA DEL PERU pago de una suscripción anual de la revista

Nombre

Dirección

Ciudad

Código postal, país



L'image qu'un Européen (voyageur ou non) se fait aujourd'hui du Mexique contient la figure exotique de l'Indien : restes archéologiques et artisanat, découverts dans l'un des musées les plus spectaculaires du monde ou sur des diapositives, accompagnées de musique ou de danses, chaque jour plus diffusées par des films, des disques ou des groupes en tournées ; excursions à Teotihuacan, Oaxaca, Yucatan et San Juan Chamula, devoir de tout touriste qui se respecte et de la publicité officielle ; langues aux sons étranges qu'une poignée d'étudiants essaient d'apprendre à Vincennes ; Zapata surgi d'un poster et d'un film de Kazan, caudillo d'une fédération anarchique de paysans qu'ils maintinrent vivante pendant neuf ans (1910-1919), l'arme à l'épaule et les rudiments du retour à l'agricul-

La population indigène du Mexique est extrêmement hétérogène tant par la diversité de son habitat, ses particularités culturelles que par son atomisation linguistique.

Géographiquement, une région indigène est une zone extrêmement escarpée ou bien désertique, ses terres sont toujours parmi les plus pauvres du pays et son isolement est généralement très grand. Elle peut être peuplée par des familles dispersées dans des hameaux éloignés les uns des autres, par des communautés, autour d'une grande exploitation ou d'une petite ville, ou par les habitants d'un quartier d'une ville moyenne ou même d'une grande ville.

On admet en général que la popula-

ture de subsistance à la main ; les champignons hallucinogènes et le peyotl, clés d'un chemin vaguement orientaliste, par lequel Artaud et Castenada remplissent le vide laissé par les Guides Bleus et les dépliants « cools » des vendeurs de charters ; paysages immenses et inhospitaliers où, avec un peu d'argent, on peut vivre intensément les expériences d'un été si 'on a accepté de partager si peu la misère de ses habitants.

Éventuellement cette misère, cette grande misère des paysans indiens mexicains. La bourgeoisie, les classes moyennes et les autorités propagent l'image d'un Mexique où les brillances du folklore et du monumentalisme servent à cacher (avec son et lumière) le plus possible de cette misère.

La réalité est tout autre.

tion indigène représente autour de 10 % de la population du pays, ce qui donnerait aujourd'hui approximativement six millions d'individus. Les seules données précises disponibles proviennent du recensement de 1970 dont la fiabilité est limitée. En effet, seuls sont comptabilisés les Indigènes de plus de cinq ans, déclarés parlant une langue aborigène et les résultats ne concernent que trente des cinquante-six langues parlées dans le pays, les vingt-six restantes (autour de 60.000 individus) étant comptabilisées dans la rubrique « autres ».

Sur la carte publiée avec des commentaires par l'Institut national indigéniste en 1977¹, on peut observer la distribution géographique de cette popu-

MEXIQUE

les indiens et le problème indigène

lation.

Le tableau suivant donne une idée des proportions de ces populations selon la langue. Les chiffres n'expriment que le nombre de personnes âgées de plus de 5 ans et le nombre d'entre elles ne parlant pas espagnol.

Recensement de 1970

Les noms donnés par les Indigènes à leurs langues sont indiqués entre parenthèses et fréquemment péjoratifs. L'indice de croissance de la population mexicaine est approximativement de 3,5 %. Rien ne permet de savoir dans quelle mesure les bilingues utilisent réellement l'espa-

RECENSEMENT DE 1970

LANGUE	PRATIQUANTS	MONOLINGUES	LANGUE	PRATIQUANTS	MONOLINGUES
Mexicano (nahua)	799 394	227 757	Mayo	27 848	1 114
Máya	454 675	68 459	Popoloca	27 818	4 758
Zapoteco (Zaa)	283 345	49 652	Zoque	27 140	7 560
Mixteco (savi)	233 235	79 332	Tarahumara (Rarámuri)	25 479	8 069
Otomí (Hñahñú)	221 062	37 701	Amuzgo	13 883	8 871
Totonaca	124 840	42 262	Tojolabal (chañabal)	13 303	4 296
Mazahu (hnatho)	104 729	11 917	Chatino	11 773	5 686
Mazateco	101 541	54 282	Cuicateco	10 192	1 222
Tzeltal (tsktal)	99 412	57 314	Huave	7 442	2 782
Tzotzil (Kelén)	95 383	50 329	Yaqui	7 084	641
Chol	73 253	30 434	Huichol	6 874	2 394
Huasteco (tének)	66 091	11 908	Cora	6 242	2 349
Tarasco (Porthé)	60 411	10 576	Tepehuano	5 617	1 050
Mixe	54 403	20 656	Tepehua	5 545	1 119
Chinanteco	54 145	13 913	AUTRES (26)	58 452	24 154
Tlapaneco	30 804	17 297	TOTAL	3 111 415	859 854

gnol (compréhension rudimentaire ou usage courant)*.

Alimentation et mortalité pré-scolaire

Selon une étude de l'Institut mexicain de la nutrition², en 1970, près des trois quarts de la population mexicaine souffrent de sous-alimentation. Selon ses critères (consommation de calories et de protéines), plus de la moitié des territoires où vivent les Indiens ont une très mauvaise alimentation, un peu plus du quart a une mauvaise alimentation, et le reste, une alimentation régulière. Seule une zone réduite des États de Campeche, Guerrero et Michoacan jouissent d'une bonne alimentation.

● **Très mauvaise alimentation et grande mortalité pré-scolaire** (1893 calories, 50-8 protéines, 2,52 % de mortalité pré-scolaire). C'est le cas pour la totalité des États de Quintana Roo et Nayarit, la plus grande partie des États de Campeche, Veracruz et Chihuahua, des proportions

importantes des États de Tabasco, Chiapas, Guerrero et Michoacan.

● **Mauvaise alimentation et mortalité pré-scolaire considérable** (2.064 calories, 56-10 protéines, 1,65 % de mortalité pré-scolaire). Telle est la situation pour la totalité de l'État de Morelos et du district fédéral, de la plus grande partie de Chiapas, Tabasco, Puebla et San Luis Potosi, la moitié de Mexico, Oaxaca, Guerrero, Hidalgo, Queretaro et Guanajuato, des parties importantes de Veracruz et Michoacan.

● **Alimentation régulière et mortalité pré-scolaire moindre** (2.124 calories, 60-15 protéines, 1,02 % de mortalité pré-scolaire). Caractéristiques de tout l'État de Tlaxcala, les deux tiers du Yucatan, la moitié de Oaxaca et de Mexico, une partie de Puebla, Queretaro, Guanajuato et Michoacan.

● **Bonne alimentation et mortalité pré-scolaire normale** (2.330 calories, 69-20 protéines, 0,48 % de mortalité pré-

scolaire). Cette situation ne concerne que la cinquième partie de Campeche, de Guerrero, une partie de Michoacan et les zones du nord du pays où la population indienne est inexistante ou rarissime.

L'alphabétisation est indiscernable

Aucun critère clair ne permet d'établir qui est alphabétisé (années de scolarité, niveau d'utilisation de la langue écrite). Les données du recensement (ne provenant que des déclarations des personnes interrogées) donnaient une population de 32.334.732 personnes de plus de 10 ans, dont 23,74 % (7.677.073) se déclaraient analphabètes.

Dans les États de Guerrero, Oaxaca et Chiapas, les analphabètes déclarés montaient respectivement à 44,59, 41,97 et 43,97 %. Dans ceux de Puebla, Hidalgo, Queretaro, Guanajuato et Michoacan, les pourcentages allaient de 33,22, à 44,59 %. Dans ceux de Quintana Roo, Yucatan, Tabasco, Veracruz, San Luis Potosi, Mexico, Morelos, Tlaxcala, Nayarit et Sinaloa, de 21,25 à 29,43 %. Dans le reste du pays, de 9,08 à 19,87 % (population indienne rare ou inexistante).

Qui est Indien au Mexique ?

Sont déclarés Indiens ceux dont les traits somatiques, les coutumes et les croyances sont fondamentalement non européens, qui surtout parlent une langue amérindienne et s'identifient à une communauté paysanne supposée en marge des courants économiques et culturels nationaux.

La définition officielle fut formulée en 1958³ pour délimiter les activités d'une agence d'État chargée des « programmes de développement régional » dont l'objectif était l'incorporation de ces secteurs à une nationalité mexicaine métisse en plein développement⁴. Dans la pratique, le décompte de cette population, champ d'action privilégié des « indigénistes » gouvernementaux, anthropologues et missionnaires de toute origine, se base exclusivement sur une partie de la définition : la langue. On accepte, sans chercher plus avant, qu'un certain type de vie économique et culturelle est marginale par rapport à un courant « général », on prend la langue indigène comme ingrédient de base, on mélange cela aux coutumes, croyances et vêtements exotiques, et obtient ainsi un objet d'étude (assez productif et presque exclusif, il y a encore peu) pour l'ethnologue et un terrain d'application de projets sociaux, linguistiques et missionnaires. Ainsi, les paysans qui ne parlent que l'espagnol n'intéressent pas « l'anthropologue appli-

qué », même quand la marginalisation raciale, culturelle et économique saute aux yeux. De même, l'incorporation est conçue comme une accélération de l'espagnolisation, de l'introduction de techniques agricoles plus ou moins modernes, de l'élimination progressive des pratiques médicales traditionnelles (tout cela « induit » dans des centres expérimentaux), de l'ouverture de pistes et de chemins et de l'imposition complète des institutions de l'État.

Les secteurs qui forment déjà la nationalité mexicaine (la population urbaine est bien définie et dirigée par une bourgeoisie dont le pouvoir fut légitimé par la révolution triomphante de 1917) placent en situation de privilégiés apparents les descendants des conquistadors dont l'image manipulée a servi autrefois à la conquête civilisatrice et évangélique et plus récemment à l'invention d'un passé local classique non européen⁵, utile pour soutenir idéologiquement la lutte créole pour l'indépendance et servant aujourd'hui à la décoration de l'une des vitrines les plus voyantes du développement culturel, économique et politique du Mexique.

Le secteur dominant, en filiation directe des conquérants et des missionnaires, définit un secteur marginal qui lui sert d'instance étrangère⁶ pour sa propre identification nationale, considérée comme le produit de la fusion de deux civilisations au XVI^e siècle. Grâce à ce processus idéologique, il est alors possible de réaliser des applications persévérantes et « scientifiques » des techniques de développement régional, au fond profondément colonialistes (les positions « indigénistes » ne sont pas très éloignées des conceptions théoriques des anthropologies impériales anglaises et françaises). Tout cela avec une bonne dose de baratin et d'exhibitionisme, avec une planification si bien faite que l'incorporation ne permettra jamais la disparition de la réalité indigène et encore moins n'apportera de solution à son problème. L'Indien et le « problème indigène » sont des éléments fondamentaux pour le processus idéologique d'identification des classes dominantes. Ces éléments ont toujours été manipulés avec habileté et se trouvent intériorisés dans l'esprit de la majorité des Mexicains non marginaux, surtout les classes moyennes, qui ont fait leur l'identification bourgeoise. Même les Indiens ont aussi intériorisé efficacement (misère et soumission obligent) cette identité idéologique : ils désignent encore aujourd'hui les métis et les blancs par l'expression « gens de raison » (gente de razon).

Mais comme en réalité les Indiens sont bien intégrés au processus économique de développement du capitalisme mexicain, la plus récente activité des

« indigénistes » vise à moderniser l'image que les Indiens se font des Mexicains non marginaux, ainsi que les techniques d'intériorisation de cette image. Ainsi, face au déploiement du folklorisme pratiqué par les hauts fonctionnaires de l'État, se réalise périodiquement un Congrès des représentants des peuples indigènes, grâce auquel technocrates et anthropologues prétendent encadrer et diriger la rencontre et la communication d'une population que la misère et l'atomisation géographique, linguistique et culturelle séparent et empêchent de communiquer. Une certaine rencontre et une certaine communication ont lieu sous l'alerte vigilance des institutions de l'État spécialisées dans cette tâche.

L'image colorée de l'Indien et de son passé monumental expropriée par l'histoire officielle est utilisée pour stimuler l'industrie « sans cheminées » (le tourisme interne s'est considérablement accru au cours des dernières dix années et le tourisme étranger continue à être la première source de devises). Toute cette activité théorique et pratique participe à l'effort pour « forger la patrie »⁷.

Et les Indiens ?

D'un point de vue strictement économique le « problème indigène » reste inclus dans celui du développement agraire mexicain. Dans la part de ce développement qui implique caciquisme, spoliations et massacres, la population indigène occupe une place privilégiée, mais non exclusive⁸.

Pour « l'incorporation induite », les anthropologues technocrates ont recouru aux services d'indigènes préalablement formés comme promoteurs. En tant que tels, ils ont pendant longtemps occupé une place privilégiée comme intermédiaires entre les institutions étatiques et les groupes qui en « bénéficiaient » (en 1977, 2.304.970 Indiens étaient l'objet de « l'attention » de l'indigénisme officiel, avec la participation de 14.000 promoteurs, en ce qui concerne seulement l'alphabétisation). L'un de leurs privilèges était le salaire, à la différence des paysans qui ne produisent uniquement ou presque uniquement que pour leur consommation. Ce privilège permettait le contrôle de l'État. Jusqu'en 1973, car la promotion de leur travail comme agents de l'incorporation fut interrompue par la grève d'un groupe important de promoteurs qui exigèrent des augmentations de salaire et, en tant qu'employés du secteur public, revendiquèrent le droit de se syndiquer. Décidément, leur idée de la patrie et de leur incorporation à la nationalité mexicaine ne coïncidait pas avec celle des indigénistes. Les Indiens paraissent aller doucement vers un type

imprévu de métissage : celui qui leur correspond comme partie d'une classe soumise et exploitée.

■ Daniel CAZES
CNRS

* Au cours du XVI^e siècle, on enregistre les noms d'au moins 80 langues. Certaines des langues actuelles ne sont connues que de quelques dizaines de personnes qui, souvent, ne les utilisent presque plus.

1. Institut National indigéniste, 1977 : *Seis años de acción indigenista*, 1970-1976, Mexico.

2. Voir note 1.

3. A. Caso, 1958 : *Indigenismo*, colección culturas indígenas, Mexico.

4. G. Aguirre Beltran, 1957 : *El proceso de aculturación* - UNAM, Mexico, 1967 ; *Regiones de refugio*, I.I.I., Mexico.

5. L. Villoro, 1950 : *Los grandes momentos del indigenismo en Mexico*, El Colegio de Mexico, Mexico.

6. Voir note 5.

7. M. Gamio, 1916 : *Forjando Patria (Pro nacionalismo)*, Porrúa, Mexico.

8. R. Baltra y al., 1975 : *Caciquismo y poder político en Mexico*, Siglo XXI, Mexico. Voir aussi mon article : *Indigenismo en Mexico, pasado y presente*, *Historia y Sociedad*, N° 5 (1965), pp. 66-84, Mexico.

CENTRO DE ESTUDIOS ECONOMICOS Y SOCIALES DEL TERCER MUNDO A.C. Mexico

Edite la revue trimestrielle et monographique

ESTUDIOS DEL TERCER MUNDO

Les quatre numéros de 1978 ont été consacrés à :

1. L'Amérique latine et le monde développé.
 2. La dette extérieure.
 3. Le droit de la mer.
 4. Le nouvel ordre international.
- Les publications les plus récentes du Centre sont :

● *Nuevo orden económico y derecho internacional para el desarrollo*, Oswaldo de RIVERO.

● *Transferencia de tecnología. Una selección bibliográfica*, Jorge A. SABATO.

● *Alternativas para un nuevo orden internacional*, J.A. LOZOYA, J. ESTEVEZ, R. GREEN et al.

CORL FORFIRIO DIAZ N° 50,
SAN JEROMINO LIDICE, MEXICO,
20, D.F.. Tel. 595.20.88, Apdo postal n° 8503, Cable : CEESTEM MEXICO.

ciudad nezahualcoyolt : ni ville, ni bidonville



Jean-Pierre BORIS

●
les grandes villes d'Europe sont entourées de ceintures vertes, voire rouges. Mexico est entourée d'une ceinture de misère. Mille personnes y arrivent chaque

Ici, quand il pleut un peu fort il n'y a plus d'électricité ; les rues se transforment en borborygmes. Les voitures n'avancent qu'avec précaution, craignant de ne pouvoir franchir les petits torrents qui se forment par endroits. Seules les deux principales avenues sont bétonnées : 50 kilomètres sur 3.000 de rues.

Autour du Palacio municipal, mairie de la ville, pas un gravier ne manque. Boutiques propres et bien achalandées ; impression de bien-être. Ailleurs, il faut attendre la nuit pour avoir l'impression d'être dans une ville digne de ce nom. C'est seulement alors qu'on ne voit plus ni les maisons ni les rues boueuses. Seules sont visibles les boutiques illuminées et les groupes qui se forment sous les quelques réverbères existants.

Ciudad Nezahualcoyolt n'est pas un bidonville. Ici pas ou peu de maisons en

jour. Marée humaine qui fera de cette agglomération la plus peuplée de la planète dans une vingtaine d'années. « *Ciudades perdidas* » des environs de la ville en plein centre, la misère est partout. Ciudad Nezahualcoyolt n'est pas un bi-

donville ; c'est la seconde ville de la République mexicaine : deux millions et demi d'habitants à une heure de bus du centre de Mexico ; une population qui a décuplé en dix ans. Une ville ! Encore faut-il s'entendre sur le sens du terme.

carton ou en tôles comme ailleurs dans le district fédéral. Mais c'est encore moins une ville.
Les murs multicolores surmontés de piquets rouillés témoignent de l'inachèvement des habitations. Antennes de télévision et fils électriques, ciel gris et pollution. Nuages de fumée dans l'air comme à la mairie.

En parcourant la ville, on tombe rapidement sur le dépotoir. Une odeur pestilentielle règne. Les ordures sont amenées par camions et répandues en une sorte de grande traînée. Dès qu'un camion arrive, hommes, femmes et enfants se précipitent et fouillent dans le tas. Pour le porte-parole de la mairie, il s'agit là d'une activité fournisseuse d'emplois. Si les ordures ne sont pas brûlées, c'est pour diminuer la pollution. Elles servent en outre à « *fertiliser la terre* ».

Derrière le dépotoir se trouve ce qui reste du lac de Mexico-Tehuacan. Des ajoncs le recouvrent en grande partie. L'eau est si sale que par endroits elle est couleur de terre : les égoûts viennent s'y déverser, mais c'est aussi le réservoir d'eau de la ville.

L'inexistence totale des infrastructures est flagrante : pas de poteaux indicateurs, un hôpital de deux cents lits pour 2.500 .000 habitants. Depuis quelques mois, Ciudad Nezahualcoyolt possède son journal : *El Diario de Ciudad Nezahualcoyolt*. La devise en est : « *A votre service* ». Face à la porte d'entrée, une immense photo montre le propriétaire, Federico Bahamontes, inaugurant les locaux de la rédaction en compagnie du président de la République José Lopez Portillo. Crimes, faits divers, inaugurations en tous genres, sports constituent l'essentiel de ces quelques feuillets tirés

à 40.000 exemplaires.

Malgré un parc industriel de 23 usines employant 5 à 6.000 personnes, 67 % de la population est au chômage. Les 33 % d'actifs doivent souvent affronter la traversée entière de la ville pour se rendre sur leur lieu de travail : en tout environ cinq heures de trajet. Pour les autres, c'est le règne de la débrouillardise. Comme le dit Alex Morelli, dominicain français, c'est souvent de la mendicité déguisée : on cire les chaussures, on nettoie les pare-brises aux feux rouges, espérant ainsi récolter quelques pesos.

Alex Morelli vit à Nezahualcoyolt depuis une dizaine d'années. Il se consacre à l'éducation des gens avec qui il vit. Une petite église abrite le culte. Ce samedi-là, environ trois cents enfants plus ou moins dissipés se pressaient sur les bancs. Morelli leur enseignait la solidarité d'une communauté. Après la messe quelques-uns sont venus lui serrer la main ou l'embrasser.

L'apprentissage de la solidarité semble être la tâche majeure qu'il se soit fixée en compagnie d'un autre dominicain espagnol, et d'une équipe de religieux et de laïcs bénévoles : « Ici, dit-il, c'est chacun pour soi. Dans la journée, on arrive à réunir quelques femmes ; mais le soir quand les hommes rentrent, c'est fini. Une journée de travail à l'autre bout de la ville, quelques cinq heures de transport : ils rentrent et se saouilent.

Ils ont totalement imperméables à toute solidarité, bien contents d'avoir du travail. Pas question de syndicalisme, de politisation, de grève ».

Nous visitons la coopérative qu'il vient de créer. Dans une pièce, quelques femmes discutent. Chemisiers et tuniques qu'elles réalisent quotidiennement sont sur la table. Quelques semaines auparavant, elles ne savaient rien faire de leurs mains. « L'une d'elles, raconte le père Morelli, m'a dit : nous ne savions pas que nous pouvions faire de si belles choses avec nos mains ». Cette coopérative qui regroupe une cinquantaine de femmes travaillant à domicile et payées au rendement, exporte vers l'Europe.

L'autre activité est un programme d'enseignement destiné à faire acquérir un diplôme aux adultes en quelques mois. On essaie également de leur inculquer quelques notions d'hygiène : se laver avec du savon, faire bouillir l'eau. Pour la plupart, en sept jours de voyage se réalise un bond culturel énorme. C'est le passage de la société villageoise traditionnelle à celle du métro ; d'une société hiérarchisée à une société anarchique où la seule loi est celle de la jungle.

Alex Morelli avoue son sentiment d'impuissance. « On a l'impression de ne rien faire bouger, ou si peu ! Mais, il faut bien que quelqu'un soit là ».

Impuissant, il n'est pas le seul à l'être : hormis le Parti Révolutionnaire

Institutionnalisé qui, plus qu'un parti est une administration corrompue et une Croix-Rouge à la petite semaine, tous les partis politiques ont échoué dans leur implantation ; restent les slogans sur les murs, quelques cadres et sympathisants isolés. De même ce *Frente Popular Independiente* formé il y a peu, « plus mouvement que parti, sans idéologie bien précise autre que celle de resserrer les liens entre militants », affirme l'un d'entre eux. Ayant regroupé au maximum cinq cents personnes, le FPI se divisa à l'occasion des élections à la députation, les uns prônant le boycott, les autres la participation.

Il est loin le temps où Artémio Mora Losada mobilisait (il y a dix ans) 80.000 personnes pour défendre leur droit aux terrains contre les promoteurs. Comme beaucoup d'autres leaders, Losada a été acheté pour un million de pesos. Un dicton mexicain affirme que pas un général ne résisterait à cinq millions de pesos.

Masse inerte parce que apolitique, masse divisée parce que ignorante, foule plus que masse, les habitants de Ciudad Nezahualcoyolt sont des oubliés de l'économie mexicaine. Ils sont parqués dans un espace dont les seuls liens avec l'extérieur sont des chaînes. Des chaînes de radio, de télévision, de journaux. Des liens plus forts que des menottes.

■ Jean-Pierre BORIS



l'Amérique latine à vincennes

Pour les exilés latino-américains en France et d'une manière générale pour tous ceux qui s'intéressent à l'Amérique latine, Vincennes n'est pas tout à fait une université comme les autres. Plus de mille ressortissants des pays du sud du Rio Grande y sont inscrits et plusieurs dizaines de cours sur l'Amérique latine y sont dispensés. « La France tient en Vincennes un trait d'union sans équivalent avec l'Amérique latine », écrit Hortensia Bussi de Alende, la veuve du président assassiné, en conclusion d'une étude que nous reproduisons ici et qui est publiée dans l'ouvrage collectif Vincennes ou le désir d'apprendre¹, ré-

L'ouverture sur le monde contemporain — caractéristique qui, dès sa naissance, devait distinguer Vincennes des autres universités existantes — impliquait dans le domaine des études hispaniques et luso-brésiliennes une distribution nouvelle des enseignements respectivement consacrés à la péninsule ibérique et à l'univers latino-américain. Traditionnellement, en effet, dans les universités françaises et jusqu'au milieu des années 1960, les sections d'espagnol (et de portugais, lorsqu'elles existaient de façon autonome), sans négliger bien sûr d'offrir un certificat facultatif portant sur l'Amérique latine, consacraient l'essentiel de leurs efforts à l'histoire, à la littérature et à la civilisation de l'Espagne et du Portugal. Cet eurocentrisme était semblable à celui que connaissaient les anglicistes : on pouvait obtenir une licence d'anglais sans avoir, de près ou de loin, étudié un aspect quelconque des États-Unis, puisque, là aussi, le certificat d'américain avait un caractère facultatif. Les réformes de structures décidées par le ministre de l'Éducation nationale, M. Fouchet, en 1966, allaient permettre d'amorcer un certain rééquilibrage, le continent américain ayant désormais sa place — modeste ou importante, selon les situations locales — dans les enseignements de première année. Cette présence

celement sorti en librairie. Ce livre exceptionnel où, entre autres textes et témoignages figurent ceux de Samir Amin, Roland Barthes, Michel Butor, Casamayor, François Châtelet, Jacques Delors, Gilles Deleuze, Nicos Poulantzas, Pierre Vidal-Naquet ainsi que celui de notre collaborateur Bernard Cassen, se veut une défense et illustration d'une université menacée de démantèlement. A cet égard, la présentation du problème que fait Pierre Merlin, président de l'Université, dans son préambule est d'une logique irréfutable. Il y démontre que malgré les pires difficultés, Vincennes a ouvert une brèche

bien discrète de l'Amérique latine dans les programmes universitaires n'était que le reflet d'un désintérêt des moyens de communication de masse — et donc de l'opinion publique — et par tous les moyens — dans l'aire d'influence des États-Unis, l'Amérique latine comptait pour peu dans les rapports de force internationaux et dans les calculs des grandes puissances. Par ailleurs l'opinion et les gouvernements français se sentaient bien plus directement affectés par l'évolution de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est, où le processus de décolonisation avait été long et coûteux en vies humaines. On a du mal à imaginer aujourd'hui que l'Algérie obtint seulement son indépendance en 1962 !

Le triomphe de la révolution cubaine en 1959, l'intervention des « marines » américains à St-Domingue en 1965, puis la guérilla du « Che » en Bolivie allaient replacer l'Amérique latine sinon au premier plan de l'actualité, du moins au centre de bon nombre de discussions théoriques et de projets révolutionnaires. Parallèlement, l'émigration latino-américaine vers la France — phénomène traditionnel dès le XIXe siècle, où le séjour volontaire ou imposé, à Paris faisait partie du *cursus honorum* des futurs dirigeants — prenait un caractère plus accentué. Le coup d'État du Brésil en

dans le système universitaire français et a fait des salariés (qui constituent les trois quarts de ses effectifs) des étudiants à part entière. Dans le même temps, il met en pièces le tissu de contre-vérités successives derrière lequel s'abrite la politique de destruction de Mme Alice Saunier-Séité.

Consciente du prestige international de l'Université de Vincennes, de ses manifestations constantes de solidarité envers l'Amérique latine en lutte et de sa contribution à la connaissance du monde hispanophone et lusophone, notre revue s'associe aux actions de défense de l'Université de Vincennes.

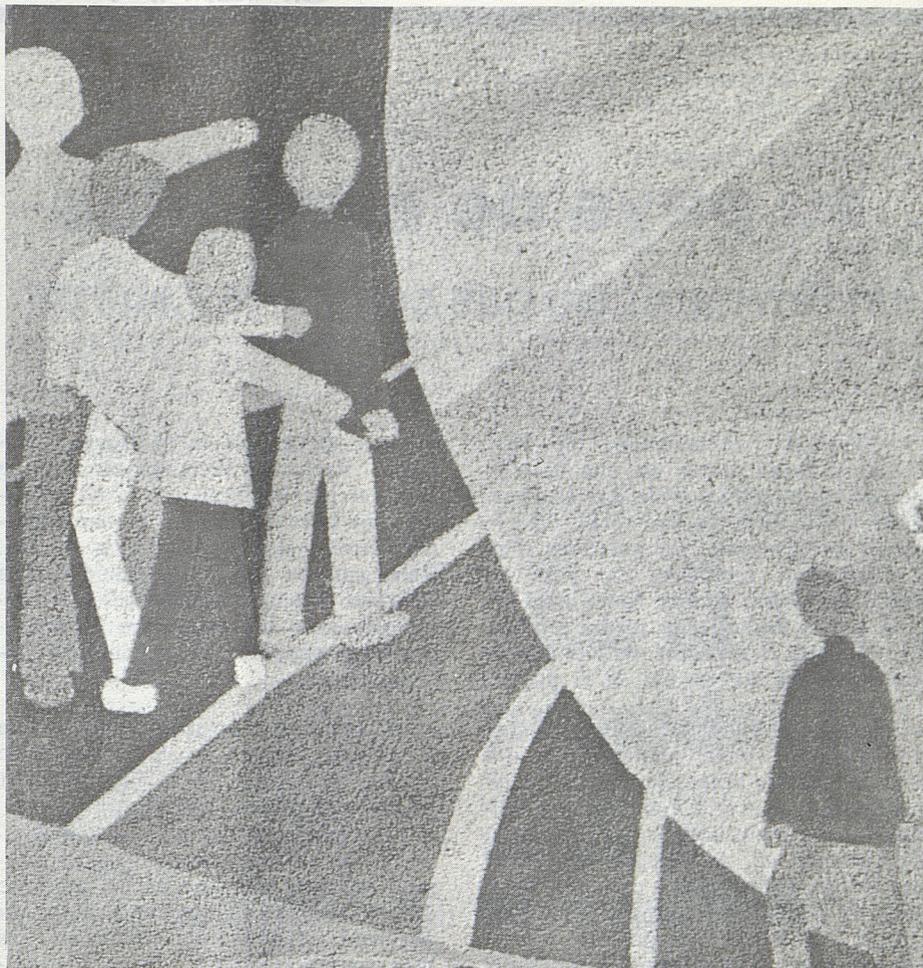
1964 provoqua une vague importante d'arrivées en provenance du sous-continent. Plus tard, la colonie latino-américaine de Paris et de quelques grandes villes de province vit progressivement s'adjoindre à elle les exilés chassés par les sanglantes dictatures qui s'installaient dans le cône sud : Uruguay, Chili et Argentine. Les comités de soutien qui s'étaient formés en France dépassèrent graduellement le stade de l'appel à la solidarité humanitaire (dénonciation de la torture, des arrestations arbitraires, etc.) pour en arriver à diffuser des réalités nationales mal connues, l'Amérique latine étant trop souvent perçue comme une entité indifférenciée.

Progressivement, la composition même de la colonie se modifia, les exilés « économiques » venant en grand nombre rejoindre les exilés politiques. Cette diversification allait entraîner la nécessité de contacts plus étroits avec des secteurs que les premières vagues d'intellectuels avaient peu sollicités : partis, syndicats, associations de quartier. Il s'agissait de s'insérer dans un tissu français où l'on savait qu'il fallait durer. Depuis quelques années, nous semblons en être arrivés à une nouvelle étape de l'intégration de la colonie latino-américaine : les enfants ont grandi et le retour éventuel au pays — si passionnément sou-

haité — ne doit pas empêcher de créer des activités, voire des entreprises pour lesquelles de nombreux amis éparpillés rassemblent les fonds nécessaires. Les Latino-Américains sont désormais devenus partie prenante de la population française ; ils en partagent les aspirations comme les difficultés. Ils commencent à exercer sur elle une influence culturelle non négligeable.

L'université de Vincennes, à un degré bien plus grand que toutes les autres institutions d'enseignement supérieur français, a reflété les étapes de ce processus ; elle les a même anticipées. Dès 1968, en effet, les enseignements portant sur l'Amérique hispanophone et le Brésil reçurent la parité aussi bien dans le cursus des études d'espagnol et de portugais que dans le nombre de cours offerts aux étudiants, première reconnaissance institutionnelle du poids et de l'apport de l'Amérique latine. Des enseignants français qui s'étaient depuis longtemps spécialisés dans ces domaines, trouvèrent pour la première fois l'espace pédagogique suffisant pour créer des ensembles de cours cohérents rendant pleine justice à l'Amérique latine. D'emblée, le concours de spécialistes latino-américains — écrivains, sociologues, linguistes — fut sollicité : la composition même du corps enseignant reflétait la réalité enseignée. Et cela jusque dans des domaines négligés jusqu'alors, même malheureusement en Amérique latine : les langues et civilisations amérindiennes. En effet, sous la responsabilité scientifique de M. Bernard Pottier, professeur à Paris IV, l'université de Paris VIII offrit des enseignements de langues comme le quechua, le guarani et le nahuatl, tout en prévoyant des cours d'initiation à la musique et à la poésie indiennes. C'était délibérément vouloir prendre en compte la totalité d'une réalité américaine que le surgissement des luttes indiennes dans tout le continent a depuis rendue plus familière.

La solidarité manifestée par Vincennes aux universitaires chassés de leur pays d'origine s'est manifestée par l'incorporation de nombre d'entre eux — et notamment de Chiliens — dans une bonne dizaine de départements. Ils ont apporté avec eux une expérience concrète qu'ils ont contribué à replacer dans des problématiques plus universelles. L'impact et l'apport de notre réalité dépassent très nettement le cadre précis de leurs enseignements. Au même titre que d'autres aires géographiques plus familières, elle imprègne désormais les réflexions théoriques de la plupart des départements. L'Amérique latine n'est plus à Vincennes un objet d'études exotiques ou marginales, elle fait partie intégrante du corpus même de la connaissance dans un grand nombre de domaines — de l'histoire à



l'urbanisme, de la littérature à l'économie politique. C'est pour nous, Latino-Américains un pas en avant historique considérable. La souplesse des structures de l'université et la constante ouverture à l'extérieur de ses enseignants ont permis la réalisation d'initiatives difficilement imaginables ailleurs.

Parmi les personnalités latino-américaines qui, au cours de ces dernières années, ont enseigné ou donné des conférences dans les seuls départements d'espagnol et de portugais, on relèvera le géographe brésilien José de Castro, l'écrivain argentin Saul Yurkevitch, l'historien haïtien Leslie Manigat, le romancier péruvien Alfredo Bryce Echenique, l'écrivain paraguayen Ruben Bareiro-Saguier, l'historien de l'art chilien Miguel Rojas Mix, les écrivains cubains Juan Marinello et Alejo Carpentier.

A côté de ces enseignements existent des équipes de recherche dont l'activité est largement tournée vers l'extérieur. On citera en particulier la création en 1974 du C.I.A.L. (Centre d'Information sur l'Amérique latine), qui publie régulièrement des brochures et une revue, la mise en place d'un séminaire sur le mouvement ouvrier et populaire latino-américain, animé par un collectif de syn-

dicalistes français et latino-américains, déjà prolongé par un colloque à Paris et des rencontres en province, l'organisation au Sénat en 1976, par les départements d'anglais et d'espagnol, d'un colloque international sur Porto-Rico, la création prochaine d'un bulletin d'information bimensuel destiné aux syndicalistes, celle d'une revue théorique, etc. Les échanges réguliers avec les universités de Colombie, du Mexique, de Cuba, du Pérou, du Brésil sont en place ou en cours de négociation. Enfin, le récent colloque sur la France et le tiers monde, tenu à Vincennes en octobre dernier, a vu une participation très considérable de spécialistes latino-américains vivant en France ou venus directement de leur pays. Ce foisonnement d'activités, le droit de cité que l'Amérique latine a acquis à Vincennes, font de cette université un instrument irremplaçable de notre présence dans la communauté scientifique internationale. Quels que soient les aléas de la politique dans notre continent, la France tient en Vincennes un trait d'union sans équivalent avec l'Amérique latine.

■ Hortensia BUSSI de ALLENDE

au pays de cantinflas

un film mexicain pas comme les autres

Etnocidio, documentaire de Paul Leduc et Roger Barta, est une description de l'exploitation et de la lente disparition des paysans Otomis vivant dans la région du Mesquital. Le processus d'industrialisation capitaliste du pays les oblige à s'insérer comme travailleurs exploités, leur faisant ainsi perdre leur identité ethnique et paysanne. Ce film illustre une recherche sur un cas de la problématique globale de la campagne mexicaine.

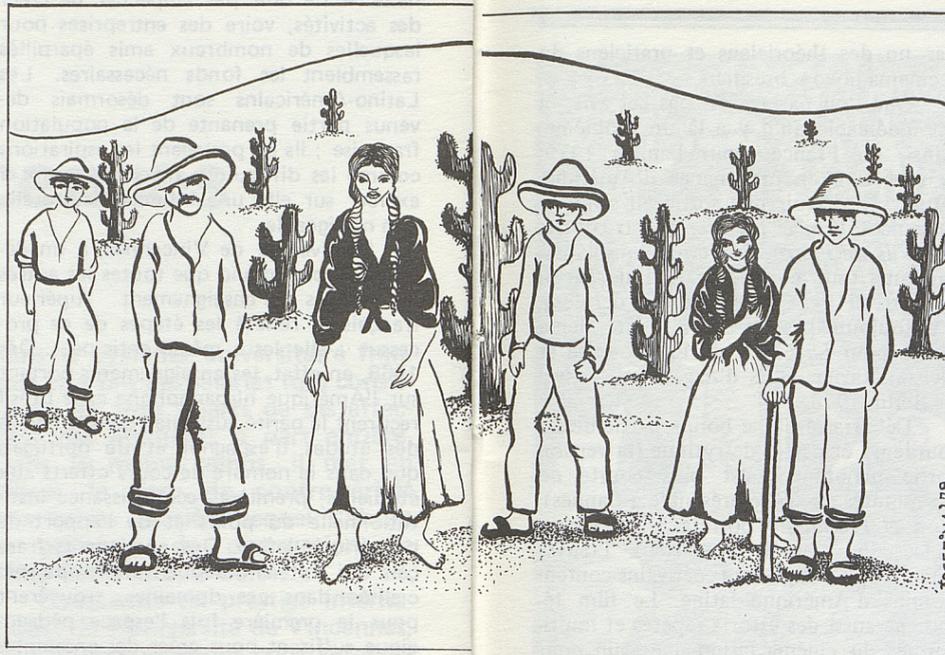
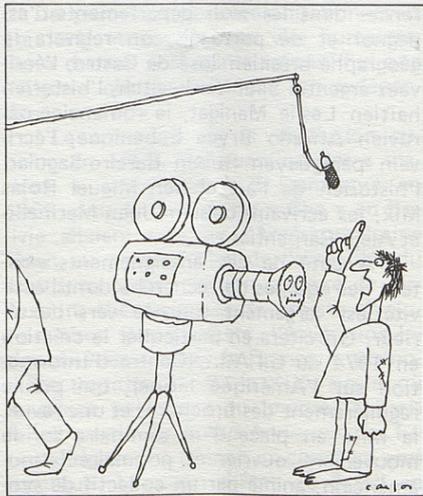
Etnocidio se compose de fragments divisés selon l'ordre alphabétique, qui sont les thèmes ayant été analysés antérieurement. De A à Z il aborde une multiplicité de points relatifs à l'oppression d'un peuple qui, en plus d'être exploité par les pouvoirs locaux : caciques, bourgeois et curés, l'est aussi par le pouvoir central. La lettre D-Démocratie en est un exemple... On prépare le Mesquital à la campagne présidentielle. Ce sont généralement les caciques qui s'en chargent. Des groupes de paysans sont emmenés au meeting de soutien. C'est M. Lopez Portillo, l'actuel président, qui visite la région. L'on distribue des chapeaux aux hommes (parfois aussi de l'argent) pour qu'ils disent oui et applaudissent à tout ce qui se dit. Les paysans doivent assister aux réunions en vertu des « faveurs reçues » du cacique ou du fait d'autres types de pressions. Les relations entre le gouvernement central et la bourgeoisie locale sont très « étroites et cordiales ». Les caciques jouent, en général, un rôle déterminant dans les systèmes d'élection. Les dirigeants, plus ou moins haut placés, du parti unique, Parti Révolutionnaire Institutionnel, recourent à eux pour nommer des candidats. C'est dans cette partie du film que devient tangible la réalité du théâtre de la politique mexicaine.

• Le langage des images

La mobilité du film est due en grande partie aux mots des paysans. Leur discours déborde la recherche et le contenu même du film. Non seulement ils prennent la parole mais leurs corps et

leurs gestes s'approprient l'image. La caméra est obligée de rester devant le paysan ou la paysanne et d'écouter tout ce qui va au-delà de l'interrogation.

La caméra provoque une grande timidité qui s'efface à mesure que les paysans relatent dans le détail l'arbitraire qui est leur lot. Ce sont leurs mots qui devraient dominer et, cependant, ils sont souvent masqués : à la lettre C-Classe, il y a un déplacement du visage des paysans imposant leur propre image à une prise de vue générale de la communauté debout qui regarde sans bouger ceux qui les observent. La caméra les prend de droite à gauche, comme lorsque l'on regarde une vitrine. Dans cette prise, toute la mobilité de leur discours a été figée, affaiblie par ceux qui les décrivent ; il y a un changement dans l'image, la caméra leur a pris la parole.



Dans l'opposition entre le discours paysan et le discours cinématographique ne s'établit pas seulement une distance mais une rupture. S'il est vrai que dans certaines parties naissent des oppositions : dans U comme Usine, le discours du curé contre celui des paysans, dans d'autres, l'union des images est déterminée par une esthétique qui déforme le sens politique. On pense, souvent à tort, qu'il n'y a pas de pré-supposé politique dans l'esthétique. Dans H-Histoire, le déploiement de technique et la façon de monter les images détourne l'attention et nous fait oublier l'oppression et la mort. L'histoire des Otomis semble un collage d'images unies par un jeu d'abstractions. L'utilisation de certaines techniques narratives appartenant à l'esthétique dominante (nord-américaine) ôte au film son sens politique, implicite dans la recherche citée.

Dans A-Antécédents on observe brièvement l'univers d'une famille paysanne, tandis que dans B-Bourgeoisie on voit celui d'un bourgeois. Le contraste s'affaiblit dans le premier fragment. En décrivant le lieu des paysans, la composition de la photographie, la couleur et le déplacement de la caméra ont embelli la pauvreté, lui ont enlevé ce qu'elle a de réel. En général, « l'esthétique de la pauvreté » n'apporte aucun élément à la compréhension et à la transformation de la réalité paysanne. L'idée est que cette réalité immuable y est implicite.

La difficulté d'intégrer le langage d'une recherche à celui des images est indiscutable, car la recherche impose des limites au langage cinématographique. La mobilité diminue pour se centrer sur des

objectifs spécifiques. Chaque fragment du film impose une réflexion, sans conclure jamais.

Caciquisme et industrie cinématographique

Etnocidio est aussi une forte critique du caciquisme, faite par les paysans eux-mêmes. Luisa Paré, qui a participé à la recherche, décrit le caciquisme comme : « un système informel de pouvoir, exercé par des individus ou des groupes qui occupent des positions stratégiques dans la structure économique et politique. Le contrôle exercé par les caciques sur la communauté est basé fondamentalement sur le contrôle des processus de base de la production agricole, minière ou industrielle, de la circulation des biens et des services et des situations politiques. Le caciquisme trouve la source de sa richesse, en général, dans certains phénomènes d'exploitation directe et indirecte. Le renforcement de positions hégémoniques de certains groupes à la campagne passe par certains liens politiques avec les autorités nationales. Le caciquisme se maintient en tant que tel par le biais de mécanismes de contrôle qui vont des formes les plus subtiles de récupération des dissidents à l'emprisonnement ou à l'assassinat ».

L'État a financé partiellement ce film par le biais d'un de ses organismes. Il pourrait sembler paradoxal qu'il autorise un film qui attaque l'un des piliers sur lequel il s'appuie. Mais cela ne l'est pas : « Le caciquisme arrive parfois à perdre des points surtout lorsque ses positions de principe et ses méthodes se heurtent

à la politique du régime fédéral ».

L'industrie cinématographique connaissait une crise profonde depuis de nombreuses années. L'État laissa entrer de nouveaux metteurs en scène alors que le syndicat des travailleurs du cinéma était fermé depuis trente ans. La vieille garde ne produisait plus de films adaptés à un public habitué à la télévision et à la télévision américaine. En réalité, l'entrée de ces nouvelles « valeurs » prétendait récupérer un marché perdu, celui des classes moyennes. D'autre part, l'État investit dans le cinéma et le nationalisa en contrôlant toute la production. Un langage cinématographique « actualisé » vit le jour.

De la difficulté d'échapper aux normes

Etnocidio parvient à échapper à beaucoup de normes dictées par l'État durant cette période dite « d'ouverture démocratique ». Le fait d'avoir été créé à l'intérieur du Secrétariat à l'Éducation publique (et non pas sous le contrôle de la direction cinématographique qui dépend du Secrétariat au gouvernement) dispensa du contrôle imposé à tous les films produits par l'État.

Aucun des thèmes abordés ne correspond à ceux que l'État promet et qui apparaissent dans la production nationale : problèmes de la classe moyenne, histoire officielle, populisme bon marché, mélodrames progressistes.

Etnocidio comporte une critique globale de l'exploitation, et pas seulement du caciquisme. Ceci est important car l'une des tactiques du cinéma national est d'atomiser les problèmes en traitant seulement un aspect (presque toujours le moins dangereux), en le distorsionnant et en l'isolant dans une problématique plus large.

Le film, dans les parties où l'on parle directement de l'exploitation exercée contre ce groupe indigène, échappe aux normes de l'ensemble de la production cinématographique de la même période : mais dans celles où règne l'esthétique dominante, il n'y a pas de rupture avec elles.

Etnocidio a été sélectionné pour la Semaine Internationale de la Critique Française à Cannes (1977). Il serait intéressant de savoir quelles en furent les parties les plus appréciées : celles où les Otomis parlent en espagnol de leur exploitation et décrivent ce qu'ils ont vécu ou bien celles où le flux d'images montées à la manière des documentaires américains flatte le goût des cinéphiles.

Il ne reste plus qu'à formuler quelques dernières questions : Qui a profité

du film ? Qui l'a vu ? Atteindra-t-il un public aux problèmes similaires ? Sera-t-il distribué dans la région du Mesquital ?

■ Margarita de ORELLANA

1. *Caciquisme et pouvoir politique dans le Mexique rural*. Roger Bartra, Eckart Boege, Pilar Calvo, Jorge Gutierrez, Victor Raul Martinez et Luisa Paré. Ed. Siglo XXI. Institut de Recherches Sociales. UNAM.

2. Luisa Paré. *Cadre théorique pour l'étude du caciquisme au Mexique*. Revue mexicaine de sociologie. Vol. XXXIV N° 2, avril-juin 1972.

3. *Caciquisme et pouvoir politique dans le Mexique rural* p. 150. Article de Victor Raul Martinez.

viva el presidente

un film de miguel littin

Les accents, les airs et les paysages de divers pays latino-américains se mêlent dans *Viva el Presidente*, de Miguel Littin, comme une sorte d'écho à l'image syncrétique de l'Amérique latine créée par l'écrivain cubain Alejo Carpentier dans le roman à l'origine du film : *Le Recours de la Méthode*.

Le « Premier Magistrat » de Carpentier, contrairement à ceux de Valle-Inclan, d'Asturias, de Vargas Llosa, de Roa Bastos ou de Garcia Marquez, est plutôt bonhomme, voire sympathique. Il correspond à un type de dictateurs dépassés largement par la doctrine de la « sécurité nationale » en vogue aujourd'hui. Ce qui intéressait Carpentier, surtout, c'était l'écart culturel, sous la forme d'un contrepoint entre la vieille civilisation européenne et le métissage, la fusion de cultures de « là-bas ».

Le film tiré du roman de Carpentier est le fruit d'une grande co-production France-Mexique-Cuba (c'est-à-dire Costa-Gravas et FR.3, Conacine, I.C.A.I.C.), tournée dans les trois pays, rassemblant l'effort des techniciens et comédiens de diverses nationalités. Miguel Littin, Chilien, avait déjà réalisé auparavant *Le Chacal de Nahueltoro*, *La terre promise*, *Actes de Marusia*. Il y a un pari



sous-jacent à cette entreprise : l'idée que pour ouvrir une brèche dans la distribution cinématographique internationale monopolisée par la production améri-

caine et par quelques films européens, il faut faire appel à « l'artillerie lourde ». Nous sommes évidemment très loin de « l'esthétique de la faim » prônée jadis

par un des théoriciens et praticiens du « cinema novo » brésilien.

Que l'on partage ou pas cet avis, il est indéniable qu'il y a là un problème. Ainsi, en France, pour l'année 1979, le seul film en provenance d'Amérique latine sûr d'avoir une sortie en salle est justement *Viva el Presidente*. Par contre, *Les Fils de Fierro*, de Fernando Solanas, présenté tout comme le film de Littin au festival de Cannes l'année dernière, n'a toujours pas de distributeur. Même chose pour *La Chute* de Ruy Guerra et Nelson Xavier, Ours d'Argent au festival de Berlin 1978.

Débarassé d'une bonne partie de ses lourdeurs et pertes de rythme (la version sortie maintenant est plus courte de 45 minutes que celle présentée à Cannes), *Viva el Presidente* portera à la connaissance d'un public nombreux l'œuvre d'un des plus importants écrivains contemporains d'Amérique latine. Le film témoigne aussi des efforts répétés et multiples du cinéma latino-américain pour survivre aux coups conjugués portés par les censures, les répressions et les contraintes économiques.

■ Paulo-Antonio PARANAGUA

1. Ed. Siglo XXI - Traduction française aux Ed. Gallimard.

cuadernos del tercer mundo

ABONNEZ-VOUS A
CUADERNOS DEL TERCER MUNDO
Mexique : \$ 300
Amérique latine, États-Unis, Canada : US \$ 20
France, Europe : 150 F.

Coupez et envoyez à Publications FRANCE
LATINE, 8, rue Au Maire, 75003 Paris



Chaque mois, en langue espagnole, l'actualité en Afrique, Asie, Amérique latine à travers l'information et les commentaires de plus de 40 correspondants.

J'envoie ci-joint un chèque ou un virement postal à l'ordre de Société de Publications FRANCE LATINE, en paiement d'une souscription annuelle

Nom

Adresse

En vente à la Librairie Centre des pays de langue espagnole et portugaise : 16, rue des Écoles - 75005 PARIS



HUINCA PERRO...

Une langue n'est jamais unique et pure. Les langues vernaculaires et les dialectes actuellement revalorisés en sont une illustration. La colonisation espagnole a essayé d'éliminer les langues des peuples américains, mais ceux-ci n'ont jamais vraiment cessé de résister. Les Indiens Mapuches du sud du Chili ont défendu la leur contre la « pacification » espagnole de la *Araucania* (nom de leur fief).

Une enquête récente¹ a montré que sur les dix mille Mapuches qui ont subsisté, seuls 60 % parlent leur langue. La société chilienne, dans son désir d'« intégrer » les Mapuches les ont obligés à abandonner

leurs coutumes, leurs vêtements et leurs croyances. Tout ceci a fait qu'un parler mapuche très particulier soit né. C'est de l'espagnol parlé selon la structure grammaticale mapuche. Les métaphores utilisées correspondent à la vision du Mapuche en inter-relation avec la société nationale.

Nous publions ici une entrevue à Moises Huentelefaf, jeune dirigeant mort lors d'un affrontement pour récupérer leurs terres². C'est une conversation sur la domination linguistique et la relation entre le Mapuche et la terre.

■ Alberto DUFEY

brésil
amérique latine
espagne et portugal
pays africains
de langue portugaise



livres, presse, musique, guides, cartes géographiques, méthodes audio-visuelles, diapositives, drapeaux, conférences, etc. importation exclusive.

librairie-centre des pays
de langue espagnole et portugaise
(anciennement Librairie
Portugaise et Brésilienne)
16, rue des Écoles, Paris Ve
Tél. : 033.46.16
Métro Maubert-Mutualité

(Vente par correspondance, sauf pour les journaux et revues).

*

OUVERT DE 9 H 30 A 18 H 30
OUVERT DE 9 H 30 A 18 H 30
SANS INTERRUPTION
du mardi au samedi inclus

Yo opino a base la lengua mapuche de anterior porque el extranjero se puso por delante pa conseguir la lengua pa usurpar la tierra extranjero gringo huinca, huinca.

– Bueno, la diferencia había siempre es que lengua mapuche es de Mapuche nomás. El español tiene otra lengua, el habla verdadero castellano y el Mapuche habla mapuche.

... pero ellos llegaron de España...

Huincas obligaron Mapuche calcellano y mataron Mapuche.

Como se sentirán todos los Mapuches como todos nosotros ? No podemos seleccionar mas nuestra conversa, no podemos seleccionar unos con otros. Y no sabemos hablar mapuche.

Ahora los chicos puro chileno nomás. Y eso tenemos la culpa nosotros porque no lo enseñamos y en el colegio le meten vergüenza.

Si converso con huinca, palabra de huinca. Pero cuando así una Mapucha al menos yo le hablo en lengua y ellá mas p'atras va pegando en chileno y chileno nomás quiere hablar !

Pero yo le digo : no puede haber movimiento mapuche, no puede haber Mapuche sin lengua mapuche, no puede, como no puede haber buey sin patas.

Pero yo hablo mapuche haiga gringo o haiga español igual nomás hablo y me quedan mirando y muchas veces como si ni fuera indio y no soy Mapuche y mucho orgullo.

Eso sepa enemigo de Mapuche quiere que Mapuche no hable lengua mapuche.

Cuando huinca quita lengua, quita tierra, quita planta, quita animal, quita todo.

Por eso yo hablo nomás, por eso no saben los niños hoy en día cuantos Mapuches hay en Chile, no van a decir los profesores hay es donde no aprende.

LANGUE

No aprende a hablar mapuche hablan más en chileno y mandan a los niños para que aprendan a olvidar su lengua.

Así contaba la abuelita, se vivía como pájaros en los árboles cuando huincas tiraron sus rucas³.

Yo también respeto a Cristo pero nunca encontré que dijera español chilenos vayan y quiten Mapu⁴ y Mapunche⁵ a Mapuche.

Si Mapuche no entregaba tierra, huincas le cortaban los brazos igual que chanchos por miles y miles.

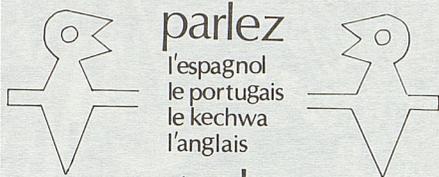
Donde un español sabe curar con una yerba ? No sabe. Mapuche esta fuera de aprender porque es sabio. Mapuche no esperó español, antes que llegara español Mapuche inventó la papa.

No había papa, Mapuche era minero, y tenía patos domésticos también. Mapuche hizo barcos, Mapuche hizo cosas.

Mapuche tuvo su Dios. Dios que era el Dios viejo. Como él que está aquí. Dios que era Dios joven, como el que está aquí. Dios mujer y Dios hombre como los que estamos aquí.

Melipillan⁶ Mapuche tenía sol y tenía luna.

1. Enquête réalisée par l'Université Catholique, Février 1978.
2. Extrait de *Diálogo en torno a la dominación lingüística*. ICIRA. Pind'Polli. Santiago du Chili 1970.
3. *Ruca* : maison d'habitation du Mapuche.
4. *Mapu* : terre.
5. Dénomination de la langue des Mapuches.
6. *Melipillan* : Dieu de la création. L'un des principaux avec Pillan, dans la cosmogonie mapuche.



parlez
l'espagnol
le portugais
le kechwa
l'anglais

ceteclam
langues et cultures des amériques

6 rue des fossés
saint marcel 5^e
tél 336 5604
CENSIER - COBELINS

*

Club International des Etudiants

J. et L. GASSMANN
6, rue de Saussure
1204 Genève tél. 29.55.45

Repas midi et soir à des prix
modérés. (Bienvenue à tous)



informations catholiques internationales

**deux numéros
spéciaux**

février

**L'EGLISE EN
AMERIQUE LATINE**

la situation actuelle dans chaque pays,
avec chiffres, cartes, commentaires

mars

**LE DOSSIER
PUEBLA**

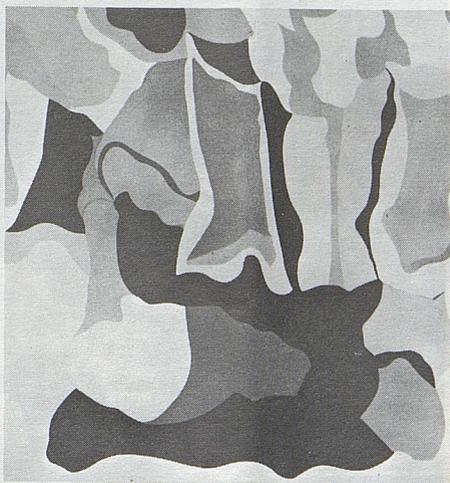
le compte-rendu de la conférence par
notre envoyé spécial, des interviews de
participants, les réactions, etc...

les 2 numéros : 17 F à commander à ICI. Développement
163, Bld Malesherbes - 75017 - PARIS

CHANGEMENT ET CONTINUITÉ DANS LA PLASTIQUE MEXICAINE

« Pour un art révolutionnaire indépendant »¹, « Pour un art au service du Mexique »² et « Pour un art accessible à tous »³. Trois formules qui résument la singularité du contexte artistique mexicain où les rapports entre l'histoire et la peinture ont été les plus passionnés des mondes hispano et luso-américains. Trois devises, fortement politiques, qui sont les porte-paroles des changements d'une réalité culturelle sur laquelle ne cessent de peser depuis plus d'un demi-siècle le mythe idéologico-politique de la Révolution passée, le maintien d'un nationalisme fort et le souci permanent de la démocratisation de l'art.

Il est intéressant de souligner que la connaissance de l'art mexicain en Europe et particulièrement en France, se réduit presque exclusivement au fait mural. Si la situation a commencé à se modifier au Mexique depuis une vingtaine d'années par un virage vers des positions opposées au muralisme — le marché de l'art en expansion ayant contribué à ce phénomène —, ce quasi-monopole artistique a longtemps été lié à une politique culturelle farouchement attachée aux principes d'un nationalisme omnipotent : l'appui officiel au muralisme apparaissant comme l'expression de la mexicanité et reléguant à une moindre position les aspirations culturelles de masse. Les transformations sociales progressives basées sur un développement économique plus accéléré à partir des années 40, vont modifier l'orientation des arts plastiques et le Mexique va passer d'un art localiste — indigéniste et historiciste —, à un art cosmopolite et internationaliste. Les impératifs financiers (la clientèle se trouve presque exclusivement aux USA), de même que le développement industriel et l'accroissement de la population urbaine concentrée dans une capitale démesurée, sont autant de raisons qui expliquent la relation directement proportionnelle entre le développement artistique et le développement industriel (phénomène qui n'est pas exclusivement mexicain puisqu'on le retrouve dans les pays



Luis Lopez Loza
Formas Flotando en ideas.

les plus avancés quant au potentiel économique, c'est-à-dire l'Argentine, le Venezuela et le Brésil).

L'Art divisé

Cette dualité permanente que l'on rencontre au Mexique entre art « national » et art « international » partage l'activité artistique en deux secteurs : l'un se voulant accessible à un public majoritaire (art figuratif-localiste, indigéniste) et l'autre restreint à un petit groupe de citoyens initiés (l'abstraction, le géométrisme et les divers courants identifiables aux avant-gardes internationales). Les zones urbaines ont le privilège des activités tandis que les zones rurales sont marginalisées de toute manifestation culturelle d'actualité. Cette division qui peut sembler un peu schématique résulte d'une politique officielle qui a longtemps monopolisé la diffusion massive, par l'intermédiaire des musées et donc a imposé ses choix esthétiques. En conséquence, le public s'autosatisfaisant de la renommée de ses propres peintres (il existe un véritable culte aux trois grands, Siqueiros, Orozco et Rivera), est resté dans l'ignorance de ce qui se passait ailleurs.

Par contre, les expositions de mai 1976 (toiles du Musée de l'Hermitage) et de mars 1977 (œuvres de la collection Hammer) ont permis de constater les grandes lacunes de la diffusion officielle et d'étancher la soif d'une impressionnante population citadine en mal d'in-

formation artistique. Les positions anti-muralistes ont trouvé un écho dans les galeries privées ; ces dernières ont stimulé la production des peintres orientée vers des recherches visuelles rompant avec le monopole esthétique-réaliste du mouvement muraliste. Ceci a permis le renouveau d'une peinture longtemps prisonnière d'un modèle et le point de départ de courants divers et dynamiques.

L'Art dans la rue

La représentation du Mexique à la dernière biennale de Paris (septembre 1977), par quatre groupes officiellement sélectionnés, a montré que le Mexique ne cesse de proposer des alternatives à la rénovation de sa plastique actuelle, en dehors des courants qui alimentent le marché de l'art. Le groupe *Tetraedro*, plutôt tourné vers des recherches formelles sur l'appréhension de l'espace ; le groupe *Proceso-Pentágono*, qui s'attache au traitement visuel de l'information autour d'un thème donné et surtout le groupe *Suma*, qui a pour objectif de faire redescendre l'art dans la rue et le groupe *TAI* (Taller de Arte e Ideología), qui se consacre à des réflexions plutôt théoriques sur la fonction de l'artiste dans la société, refètent avec plus ou moins d'intensité la mentalité des jeunes créateurs actuels. Ces derniers, lassés par la manipulation spéculative des galeries et ignorant qu'ils sont en quelque sorte les héritiers conceptuels de leurs prédécesseurs muralistes, ont choisi de remettre en question le vocabulaire plastique afin de destiner l'art à ce qu'ils pensent être sa juste fonction sociale.

■ Christine FRÉROT

1. « *Por un arte revolucionario independiente* ». Titre du Manifeste rédigé par A. Breton, Diego Rivera et Trotsky, principalement dirigé contre le peintre Siqueiros et ses positions stalinistes. Publié dans la revue « *Clave - Tribuna Marxista* », Mexico, 1.10.1938.

2. « *Por un arte al servicio de México* », devise du FNAP (*Frente Nacional de Artes Plásticas*). De nombreux artistes décident de se regrouper pour actualiser et redéfinir les formes et la fonction d'un art national. Le FNAP a été créé en 1952 à Mexico.

3. « *Por un arte al alcance de todos* », devise de l'Association « *Jardín del Arte, A.C.* » de Mexico, créée en 1955. Les peintres refusent les intermédiaires (les galeries) et établissent leur propre lieu d'exposition.

ENTRETIEN AVEC TANIA MARIA

Une musique fougueuse, douce, violente ou tendre. Les qualificatifs sont de toute façon peu de choses pour exprimer ce que l'on sent en écoutant Tania Maria jouer du piano. Accompagnée d'un Antillais aux percussions et d'un Français à la basse, elle sera au Théâtre de la Ville du 6 au 10 mars à 18 h 30.

— *Petite, vous faisiez de la musique classique. Lorsqu'on vous écoute maintenant il n'y en a pas trace, sauf peut-être dans la formation que l'on sent, le doigté. Vous l'avez abandonnée très vite ?*

TM : — J'ai découvert la musique populaire. Cela m'intéressait beaucoup plus. Depuis l'âge de sept ans, je faisais de la musique classique ; mais je n'avais pas la patience de me mettre au piano six heures par jour. Je n'ai pas de méthode et pour faire une carrière classique il faut avoir une méthode, la méthode classique. Moi, j'ai ma méthode mais elle n'est pas classique. La musique populaire est une musique instinctive, on ne fait pas d'études pour faire de la musique populaire.

— *La rencontre avec le jazz s'est produite quand ?*

TM : — J'ai connu le jazz à quatorze ans.. Oscar Peterson fut le premier que j'ai entendu ; après j'ai connu le Modern Jazz Quartet et des chanteuses comme Sarah Vaughn, Ella Fitzgerald. Cela m'a beaucoup plu car j'ai entendu un thème et des notes qui entraient dans le thème mais qui ne lui appartenaient pas. Donc, j'ai commencé à faire la même chose avec la musique brésilienne. Pas à un niveau élevé, parce que tel n'était pas le mien.

Je faisais des bals. Les gens me considéraient un peu comme une fille anormale. Et, à l'école, je fréquentais une école assez bourgeoise, les filles me disaient : *ah ! je t'ai vue au bal...* Mais moi je voulais aller au bal pour danser ! Et je ne trouvais pas que c'était un compliment. Je me sentais inférieure. Je me suis mariée à 17 ans et j'ai rompu avec la musique de 17 à 22 ans...

— *Pourquoi une rupture si longue ?*

TM : — L'homme brésilien est très égoïste. Je ne sais pas si cela a changé aujourd'hui... Il veut sa femme à la maison. Moi j'étais d'accord. Mon mari ne voulait pas que je joue en public, et moi, je ne voulais pas faire de musique pour lui seul. Pendant cinq ans et demi je n'ai pas touché une touche de piano.

— *Vous n'aviez même pas de piano chez vous ?*



TM : — Non, mon piano est resté chez mes parents. D'un autre côté, j'ai fait une découverte : j'ai vu ce qu'était un couple. Le premier homme que j'ai connu dans ma vie fut mon mari ; je regrette, car si je l'avais connu avant, je ne me serais pas mariée. A 22 ans, j'ai dit Ciao ! C'est alors que j'ai découvert la musique.

— *Redécouverte ou découverte ?*

TM : — Je peux dire que je l'ai découverte. Parce que quand je faisais de la musique à quinze ou seize ans, c'est mon père qui m'accompagnait. J'avais la protection des parents. Quand je me suis mariée, je l'ai perdue puis retrouvée, mais quand je me suis séparée, la perte fut définitive. J'étais seule avec deux enfants. Je pouvais retourner chez mes parents mais cela ne me plaisait pas. J'ai eu alors de la chance. Un soir, je suis allée dîner avec des amis dans un restaurant. Il y avait un piano. Un musicien brésilien fantastique, qui avait vécu neuf ans aux États-Unis, jouait du jazz. Mes amis m'ont dit : « *Tania, pourquoi tu ne joues pas ?* » J'ai dit : « *Cela fait longtemps que je ne sais plus jouer* ». Ils ont insisté et je peux dire que ce soir-là mes doigts avaient des ailes. J'ai joué pendant une heure, deux heures, sans arrêt, parce que c'était une rencontre. J'ai été engagée, tout de suite... A partir de ce moment-là, je n'ai plus arrêté de travailler. Mais je n'aime pas ce mot, travail... ce n'est pas un travail. C'était un restaurant très cher. Les gens qui y viennent ne sont pas là pour la musique. D'abord, pour rencontrer des gens importants qui sont là, après

pour manger, après pour draguer la fille avec qui ils sont, et en dernier la musique. La musique, c'est toujours le fond.

— *A partir de ce moment où avez-vous renoué avec la musique et jusqu'à votre sortie du Brésil, quelle musique avez-vous jouée ?*

TM : — Cinquante pour cent la musique que j'aimais et cinquante pour cent la musique que les gens demandaient. J'étais obligée de le faire parce que cela correspondait à un hit parade. Par exemple, la musique brésilienne connue en France est la musique brésilienne moyenne. Je ne la sens pas...

L'autre moitié c'était Milton de Nascimento, Edo Lobo et Heriberto Pascual qui sont des gens qui, maintenant, commencent à avoir un peu plus d'audience. Mais à ce moment-là, il y a huit ans, ils n'étaient pas connus. Il y avait même un certain refus, parce qu'ils jouaient des thèmes propices au jazz. C'est alors que j'ai commencé à défendre cette conception musicale, qui est moins facile, mais à mon avis beaucoup plus riche.

— *Mais, étant donné l'endroit où vous jouiez, les contraintes devaient être assez difficiles à supporter ?*

TM : — Oui. Dans les cabarets, il faut que tu sois très actrice. Au Brésil, pour une femme musicienne (il y a deux ou trois musiciennes au Brésil, pas plus), c'est très difficile. La condition de la femme y est très difficile. Les femmes brésiennes n'ont pas encore saisi qu'elles peuvent faire quelque chose toutes seules. J'étais

aussi tellement dans le système des cabarets. J'avais un public qui m'aimait beaucoup mais qui m'obligeait à faire des choses que je n'aimais pas. Je me suis dit que je pourrais encore être là dans très longtemps... Il me fallait trouver une sortie. J'ai reçu une invitation pour venir faire l'inauguration d'un cabaret brésilien à Paris, le *Via Brasil*. Je suis partie. Je me suis dit : « *Je ne ferai plus de concessions ; ici, ils ne me connaissent pas. Si j'arrive et que je fais plaisir aux autres, je ne pourrai plus essayer un truc à moi* ». Cela a marché parce que c'était nouveau, moderne, et que dans le domaine de la musique brésilienne, ils n'avaient jamais rien entendu. Pour quelques personnes, je n'étais pas la représentante du Brésil. Je représentais une nouvelle musique. C'est là-dessus que j'insiste : faire une nouvelle musique. Je ne veux pas que ma musique soit brésilienne. Je ne veux pas que les gens viennent me voir en espérant entendre : *Si tu vas à Rio* (elle chantonne puis éclate de rire), parce que ce n'est pas cela qu'ils vont entendre. L'esprit c'est celui-là, mais pas la forme.

— *C'est là que vous avez décidé de rester ?*

TM : — Après le cabaret, j'ai eu des invitations pour faire d'autres cabarets et une invitation pour faire une tournée avec Claude Nougarot. Cela m'a permis de visiter 335 villes de France. J'ai connu un peu plus les Français. Je n'ai pas encore saisi tout à fait votre esprit, mais je commence à entrer dedans, à le comprendre. Lorsque l'on dit quelque chose en portugais et qu'on le traduit en français, ce n'est pas la même chose. Parfois tu dis *eh !* et ce n'est pas là que tu dois dire *eh !* ça n'a plus le même sens. L'important n'est pas d'avoir du vocabulaire, mais d'introduire l'esprit dans ce qu'on dit.

— *Vous pensez retourner vivre au Brésil ?*

TM : — Vivre ? Dans dix ans, parce que je veux faire une école un jour. Une école libre pour des enfants de trois ou quatre ans. Je serai suffisamment mûre pour pouvoir faire une école et y mettre les choses que j'ai apprises ici. Je trouve que la plus grande richesse de mon pays c'est la musicalité qu'il y a en chaque Brésilien, mais elle est très mal utilisée. La musique, c'est la troisième chose qu'ils aiment. La première, c'est le football, la deuxième, femme ou homme (ils pensent toujours à la fonction d'amour) et enfin, la musique. Je pense que l'on peut faire la fusion de ces trois choses et alors ce sera formidable !

Propos recueillis par
■ Catherine BASTARD

● Un guitariste martiniquais, José di Toux, expert en musique brésilienne, inaugure un cours de guitare au Centre Américain pour les Étudiants et les Artistes. Ces cours, accompagnement, solfège harmonie et guitare initiation, ont lieu le samedi à 13 h, 14 h ou 15 h. Leur prix est de 100 F par mois. Inscriptions au Centre.

American Center, 261, bd. Raspail, 75014 Paris. Tél. 033.99.92. Métro Raspail ou Denfert-Rochereau.

● *Chants et danseurs du Venezuela*. Durant trois jours, les 9, 10 et 11 mars, c'est ce que vous aurez l'occasion de voir à Rennes au Sixième Festival des Arts Traditionnels.

● *Karumanta* désire diffuser les cultures populaires des pays andins, Bolivie, Chili, Pérou, Argentine principalement, en montrant à travers l'expression musicale et vocale la vie quotidienne, reflet d'une très ancienne tradition. Bien que conservant les racines folkloriques traditionnelles, *Karumanta* cherche de nouvelles formes d'expression, se joignant en ce sens, au courant de la *Nouvelle Chanson Latino-américaine*.

Karumanta sera du 5 au 10 mars au Petit Forum des Halles à 18 h 30.

Forum des Halles, 1 à 7, rue Pierre Lescot, 75001 Paris, Métro Halles, tél. 233.60.99.

● A Lyon s'est ouverte, depuis le 15 décembre, une librairie qui est également un lieu de vente d'artisanat latino-américain et africain. Tous les vendredis et samedis, à 20 h 30 et à 22 h 30 se réunit une peña.

La Peña des Quatre quartiers qui s'appelle aussi Tahuatinsuyo est sise 12, rue Auguste Lacroix dans le troisième arrondissement de Lyon. Tél. 60.68.37.

RECTIFICATIF

Dans les **INFORMATIONS VOYAGE**, concernant le Brésil (N° 9, p. 33), au lieu de UNICLAM, 53 rue Monsieur le Prince 75006 Paris - Paris-Rio (AR) - 15 jours : 5.100 F - 21 jours : 5.300 F - 30 jours : 5.900 F, il fallait lire : UNICLAM, 63 rue Monsieur le Prince, 75006 Paris - Paris-Rio (AR) - 21 jours : 3.350 F.

LE CATALOGUE ÉTÉ DELTA VOYAGES EST SORTI.

120 pages. 70 circuits. Des vols charters toutes destinations :
Rio aller-retour à partir de 3 950 F. Lima aller-retour à partir de 2 680 F.
Découpez ce bon pour recevoir gratuitement le catalogue.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____ Code postal _____
Ville _____

**DELTA
VOYAGES**

54, rue des Ecoles
75005 Paris. Tél.: 329.21.17

13 autres points Delta en France : - Bordeaux : Tél. (56) 91.71.07 - Grenoble : Tél. (76) 87.78.74 - Lille : Tél. (20) 51.82.28 - Lyon : Tél. (78) 38.00.14 - Marseille : Tél. (91) 54.17.96 - Montpellier : Tél. (67) 72.43.77 - Nancy : Tél. (28) 35.31.07 - Nantes : Tél. (40) 73.32.00 - Nice : Tél. (93) 82.11.75 - Rennes : Tél. (99) 79.58.66 - Strasbourg : Tél. (88) 32.89.65 - Toulouse : Tél. (61) 21.95.53 - Rouen : Tél. (35) 98.75.51.

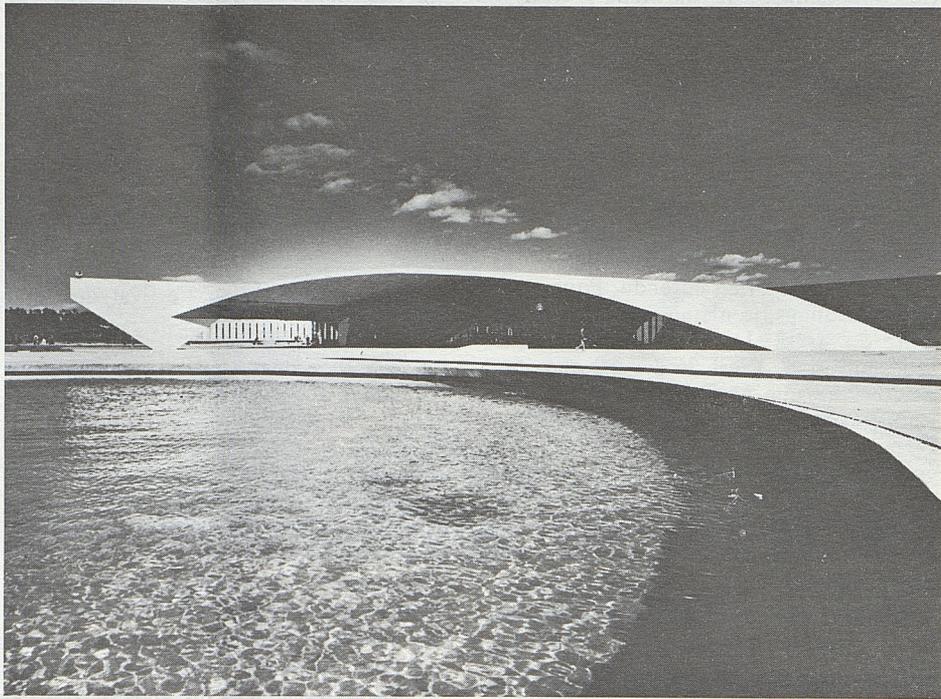
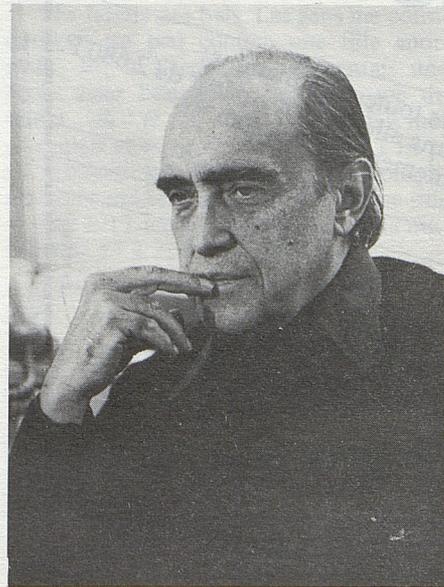
OSCAR NIEMEYER

Du 28 février au 16 avril, au Centre de Création Industrielle à Beaubourg, seront exposées des photographies représentatives de l'ensemble des créations d'Oscar Niemeyer. Ces photos seront accompagnées de textes explicatifs et d'une introduction abordant les problèmes de l'architecture et de l'urbanisme et de leur relation avec les arts plastiques, la technologie et la société. Il y aura de plus des projections permanentes de diapositives et de films sur l'architecture, plusieurs maquettes de travaux et quelques meubles créés par l'architecte.

A l'occasion de l'exposition sortira *La forme en architecture* de Niemeyer, publié en français.

Sur les cent projets, choisis par l'architecte lui-même, la majorité ont été réalisés au Brésil. Cathédrales, ministères, clubs, centre de musique, usine, casino, restaurant, théâtres, stades, hôtels, banques, hôpitaux, résidences privées, musées, gares, aéroports, etc. Niemeyer a touché à tous les domaines. De sa sélection de projets réalisés à l'étranger, vous pourrez voir le siège du Parti Communiste Français à Paris, la résidence d'Edmond de Rothschild en Israël, l'Université de Constantine en Algérie, la Cité des Affaires à Miami (USA), la Mosquée d'Alger et le Musée de Caracas (Venezuela).

Né le 15 décembre 1907 à Rio de Janeiro, Oscar Niemeyer entre à l'école d'architecture en 1928. Il en sort diplômé en 1934. Il fait partie de la commission chargée de développer le projet du ministère de l'Éducation et de la Santé



L'université de Constantine, 1969.

fait par Le Corbusier. Sa rencontre avec lui, à cette occasion en 1936, sera fondamentale : « Il a été un grand maître de l'architecture contemporaine et tous les architectes de ma génération ont subi son influence ».

Son premier travail sera une crèche : *l'œuvre du berceau* en 1937, à Leblon, Rio de Janeiro ; en 1940, ses projets de Pampulha, Belo Horizonte, furent selon ses propres termes, *une contestation au fonctionnalisme qui prédominait alors, bloquant l'imagination des architectes et l'utilisation de la technique du béton armé dans toute sa plénitude*.

Ce projet aura eu aussi d'autres conséquences : il rapproche Niemeyer de Juscelino Kubitschek, et lorsqu'en 1956 ce dernier est élu président, son idée de construire Brasilia sera réalisée par Niemeyer : « *Je comptais sur le béton armé. Je voulais que les structures soient si différentes qu'elles puissent caractériser la nouvelle capitale. Ceux qui visitent Brasilia peuvent aimer ou non ses palais mais personne ne pourra dire qu'il ait vu auparavant quoi que ce soit de semblable* ».

La place d'un architecte communiste est à Moscou, lançait le ministre de l'Aéronautique du gouvernement Medici. Les militaires étaient au pouvoir et ses projets commencent à être refusés un

peu partout au Brésil. La revue *Modulo* qu'il a lancée en 1955 à Rio est interdite. Il multipliera les voyages et les projets à l'étranger : « *Je ne peux pas me plaindre. Ils voulaient me paralyser et, sans le savoir, ont fait naître une nouvelle étape et, ce qui est encore plus important pour ma vie d'architecte, ont fait connaître mon architecture à l'étranger* ».

Malgré ce parcours assez exceptionnel, Niemeyer n'est pas encore satisfait. Il déclare : « *mes travaux ne servent qu'aux fortunés de ce monde et je n'ai jamais pu rien faire encore pour la masse de pauvres qui constituent la grande majorité de mes frères brésiliens* ».

● Ex-professeur de la faculté des Beaux-Arts au Chili, Raul Sotelo travaille au département d'Arts Plastiques à la Sorbonne. Il exposera ses dessins, peintures et gravures à :

La Galerie Monade, 19, rue Mazarine, 75006 Paris, du 6 au 24 mars.

● *Le Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris* présente une exposition du peintre mexicain Orozco. Jusqu'au 13 mai.

Musée d'Art Moderne.

PHOTOGRAPHIE

Robert Van der Hilst, né à Amsterdam en 1940, est photographe de son état. En tant que tel il est amené à beaucoup voyager, et au détour d'un continent, il tombera amoureux d'une région : la Mésoamérique, l'ancien territoire des Mayas, du temps d'avant Colomb...

En deux étapes, 1973-74, puis 1976-77, il prendra des photos dans le Michoacan, les Chiapas, les États d'Oaxaca et de Puebla, au Mexique ; les Indiens Quiché du Guatemala sont aussi présents. Les couleurs qui chantent sous un ciel de plomb aux nuages pommelés, les rides séculaires d'une vieille femme, des enfants sérieux ou qui rient, des hommes aux poses hiératiques. De magnifiques contrastes de couleurs, des associations audacieuses de tons que l'on voit seulement sous ces cieux, une espèce d'immobilité éternelle. Figées les poses, mais vivantes les expressions, voilà ce que nous fait parvenir Van der Hilst : le tour de l'histoire en photographies.

C.B.

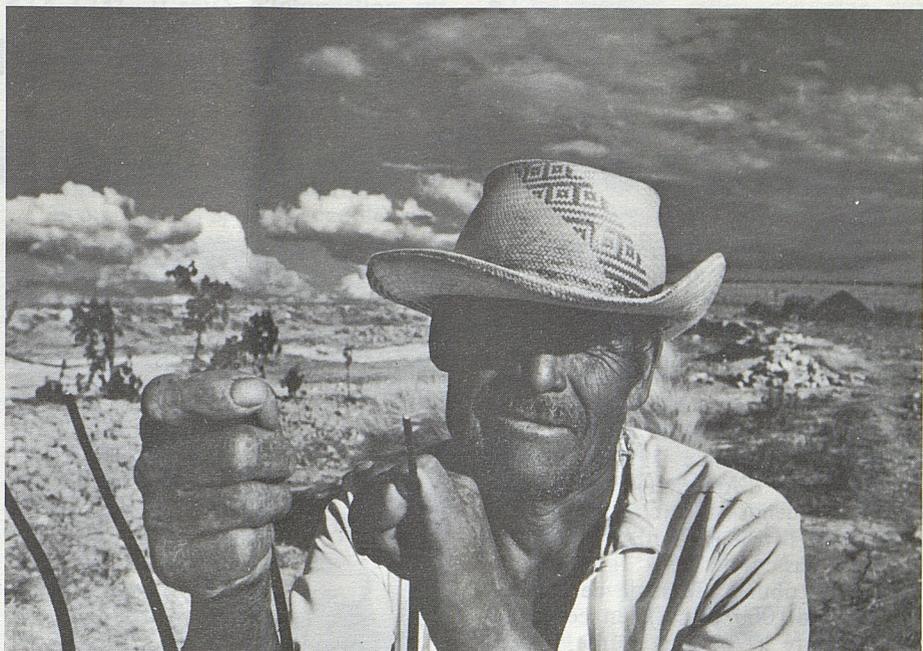
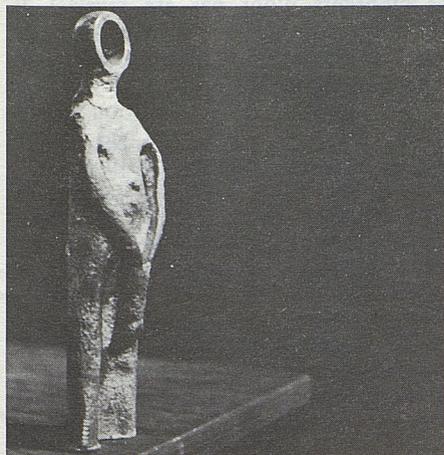
Jusqu'au 17 mars à la *FNAC Montparnasse*, 136, rue de Rennes, 75006 Paris.

● *Je n'ai fait que développer une sorte de créativité qui, à mon avis, existe à l'intérieur de chacun de nous... Exprimer ce qui a été créé par la parole est difficile, parce que le discours est réducteur, et ce que l'on veut exprimer est universel, et ne peut pas être réduit au seul fait de la parole...*

C'est ainsi que Ricardo Vivar tente d'expliquer ce qu'il a créé. Jeune artiste chilien, ses figures en métal, exposées à Genève, sont le témoin des contradictions de la vie de l'exilé, vivant toujours entre deux époques.

Maison des Jeunes, 4 rue du Temple.

Alberto DUFÉY



MANIFESTATIONS CULTURELLES

● Les 14 et 15 mars à Rennes, *Ernesto Rondo*, chanteur de tango argentin, donnera deux récitals.

● *Pablo Milanes* et *Silvio Rodriguez*, membres de la *Nueva Trova Cubana*, chanteront les 6 et 8 mars à la Maison des Jeunes de Nanterre. Ils seront à La Rochelle le 9, Maison des Jeunes et de la Culture. Le 10, ils seront de nouveau à Nanterre, puis le 13 à Montpellier et le 16 à Levallois, dans ces trois dernières villes à la Maison des Jeunes et de la Culture.

Daniel Viglietti

● Chanteur folklorique, chanteur populaire, chanteur engagé, compositeur-interprète, chanteur tout court ? Musicien, répondait Daniel Viglietti à ces qualificatifs de Mario Benedetti, lors d'une interview. C'est donc ce musicien qui compose des chansons que vous pourrez voir jusqu'au 10 mars au Forum des Halles, à 20 h 30.

Forum des Halles, 1 à 7, rue Pierre Lescot. 75001 Paris. Tél. 233.60.99.

● Du 11 mars au 25 avril *Los Guaranis* seront en tournée en Suisse, dans les villes suivantes :

11 mars : messe pour un continent à la Cathédrale de Zurich.

14 mars : concert à la Volf Hausse de Zurich.

17 mars : concert à Bâle.

18 mars : messe pour un continent à la Cathédrale de Berne.

22 mars : concert à la salle communale de Thonex à Genève.

23 mars : concert au Théâtre municipal de Lausanne.

24 avril : concert au temple du Bas à Neufchâtel.

25 avril : messe pour un continent à l'Église catholique et protestante de Lucerne.

● Du 18 au 26 mars, à 19 h 30, à la salle des concerts du Lucernaire, *Une heure avec Pablo Neruda*. Récitante : Christine Sandre, et à la guitare : J.P. Ibañez.

Lucernaire Forum, 53, rue Notre Dame des Champs, 75006 Paris. Tél. 544.57.34

● Du 12 au 15 mars, dans la salle des Pas perdus de l'UNESCO, se tiendra une exposition en hommage au vingtième anniversaire de la révolution cubaine, avec la participation de divers artistes européens et latino-américains.

UNESCO, 7, place Fontenoy, 75007 Paris.

● A l'*Institut d'Études Hispaniques* auront lieu deux projections les 6 et 20 mars, à 19 h, salle delpy. La première aura pour objet le film de Luis Bunuel : *Viridiana*, le 20 mars, *État de siège* de Costa Gravas, suivi d'un débat.

Institut d'Études Hispaniques, 31, rue Gay-Lussac, 75005 Paris. Tél. 033.38.18.

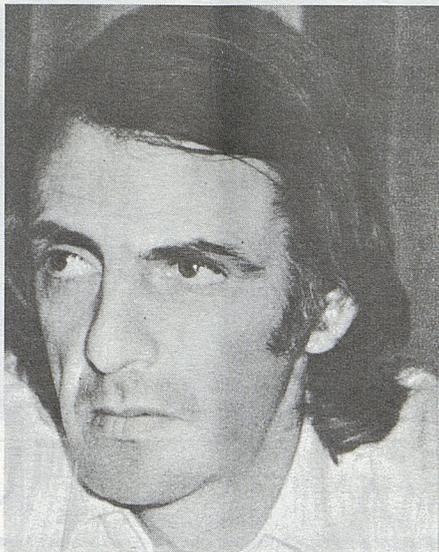
LE FOOTBALL ARGENTIN: après la fête, la gueule de bois

Si l'un des spectateurs européens qui furent en Argentine pour suivre le championnat du monde de football était resté sur place deux mois de plus, il aurait eu une surprise de taille. Accoutumé à voir les stades débordants de public en délire, il se serait peut-être laissé tenter pour voir la partie entre *L'Independiente* (champion du monde 1977, plusieurs fois champion d'Amérique), et *L'Estudiantes* de Buenos-Aires (club qui entrait en première division). Il n'en aurait certainement pas cru ses yeux : au début du match, les tribunes du stade de *L'Independiente* (60.000 places), en ce mardi 1er septembre 1978, en nocturne, n'abritaient que 29 personnes. Cette nuit-là, la recette totale atteignit 67.000 pesos (autour de 280 francs), pour la vente de 27 entrées normales et de 2 premières files.

Quelques jours avant, le 25 août, la revue d'extrême-droite *Somos* avait consacré sa couverture à l'événement et titrait avec préséance : « *Le football argentin se meurt* ». Bien sûr, après le match *Independiente-Estudiantes*, l'hebdomadaire *El Grafico* (du même groupe que *Somos*) réagit dans un éditorial intitulé : « *Un exemple pathétique* » où l'éditorialiste faisait remarquer que « *comme pour d'autres choses dans ce pays, nous passons d'un extrême à l'autre. Du surprotectionnisme et de l'utilisation démagogique du sport* (allusion évidente au gouvernement péroniste) *à l'abandon et à l'état d'orphelin* ».

Le journal *Clarín* (pro-gouvernemental comme tous les journaux, autrefois « *desarrolliste* » en économie) poussa lui aussi un grand cri d'alarme dans un long article (« *Le football au bord du précipice* ») où était demandée la démission du président de l'Association de football argentin, le Dr. Alfredo Cantilo et, à mots couverts, la mainmise militaire sur l'organisme.

Son orgie éphémère achevée, le maquillage que le football argentin a exhibé devant des millions de téléspectateurs s'est estompé et l'on découvre un visage d'angoisse. Pour les supporters, le retour à la vérité est brutal, le « *Mundial* », gagné par l'équipe nationale, est déjà de l'histoire ancienne. Le propre entraîneur de l'équipe sélectionnée, Cesar Luis Menotti, déclarait le 2 janvier dernier dans un article publié dans *El Gra-*



Cesar Menotti.

fico : « *J'ai tremblé en voyant les alentours de la Fondation Natalio Salvatori (où il entraînait l'équipe avant le tournoi) écrasés sous le soleil de midi sans cette fourmière nerveuse que créent la joie et l'excitation (...). Ce sont ces moments où je remarque combien ce qui s'est passé était beau, comment cela s'est passé rapidement - et pire - jusqu'à quel point il semble que se sont écoulés six ans et non six mois !* ».

Menotti, la vraie idole du « *Mundial* », mis sur un piedestal comme personne aujourd'hui en Argentine, a mis la crise en pleine lumière : pour renouveler son contrat de quatre ans avec le football national, il a exigé 100.000 dollars par an (420.000 F) plus 8.000 dollars (33.600 F) par mois. L'entreprise militaire, pour gagner le « *Mundial* » « coûte que coûte » est revenue chère. Des centaines de lettres de supporters arrivent chaque jour aux revues et aux journaux, suppliant Menotti de rester (« *Ne nous abandonnez pas, le football est tout ce que nous avons* », dit l'une d'entre elles). Menotti, un homme qui n'a jamais adhéré à la mascarade militaire, soupçonné de « *progressisme* » et attaqué par la presse avant le « *Mundial* », est aujourd'hui l'un des rares « *intouchables* » (si cela existe) du pays et peut se permettre des réflexions qui dans un autre contexte auraient paru subversives : « *Je suis disposé à travailler pour rien, mais à une*

condition : que le public ne paie plus l'entrée, que les joueurs ne perçoivent rien de plus que leurs frais de déplacements, que le football soit amateur ». Le vrai drame est ici, après que le championnat du monde soit devenu « *l'entreprise nationale* », qu'un travailleur ne puisse pas s'offrir une entrée de stade pour suivre son équipe favorite, que les stades soient déserts. Les « *grands* » clubs s'en sortent par la vente de « *main-d'œuvre* » à l'Europe contre des devises : quatre « *mundialistes* » sont déjà partis (Tarantini, Ardiles, Villa et Bartoni), Tempe jouait déjà en Europe et d'autres suivront ces jours-ci. Le titre conquis ne réussit même pas à vendre les équipes argentines hors d'Amérique latine (qui en France serait prêt à payer pour voir jouer le River Plate ou le champion inter-continental Boca Juniors ?). Pour les clubs, reste donc l'alternative d'une survivance difficile. Pour le gouvernement (qui a remporté une victoire appréciable devant l'opinion publique mondiale) l'idée de répéter le jeu en 1982 en Espagne. Pour cela, et pour alimenter l'attente, il a besoin de Cesar Menotti, et certains ont pensé dans une disposition qui le déclarerait « *d'intérêt national* » (quelque chose d'approchant s'est fait au Brésil avec Pelé), ce qui serait une certaine militarisation de fait pour le malheureux entraîneur. Peut-être Menotti a-t-il senti le danger, il se peut qu'il ne veuille pas se prêter à une nouvelle aventure, d'où sa demande exagérée. Il lui serait alors plus facile de partir au faite de sa gloire (Paris - St-Germain et Paris F.C. lui ont fait des offres dont les montants n'ont pas été révélés). Il est aussi possible que l'Association se voie obligée de lui payer ce prix « *politique* » et que Menotti reste.

Au moment de la rédaction de cet article, les parties n'avaient pas encore conclu d'accord. Le gouvernement militaire a besoin de la popularité de Menotti plus que de ses capacités. Les Argentins croient lui devoir les seuls moments de joie - et qui peut-être ne se renouveleront pas - qu'ils ont vécus ces derniers temps. Cet homme réservé, simple, énigmatique est aujourd'hui un symbole auquel s'accrochent des millions de personnes pour oublier l'oppression, la misère, la solitude.

■ Osvaldo SORIANO

SEMINAIRES

L'INODEP organise du 30 mars au 1er avril un séminaire qui aura pour thème : *Commission trilatérale - Doctrine de la Sécurité Nationale - Droits de l'Homme*. Les présupposés sont que : « l'impérialisme favorise dans les pays capitalistes qu'il contrôle une politique dite de sécurité nationale tout en répandant partout - et surtout vers les pays de l'Est - une idéologie des droits de l'homme. Dans quelle mesure ces deux orientations sont-elles contradictoires ? Nous l'étudierons dans le concret des décisions stratégiques prises au niveau de la Commission Trilatérale.

Autrement dit, la social-démocratie ne serait-elle pas pour l'impérialisme plus rentable que les régimes dictatoriaux ? »

Horaire : 9 h à 12 h et 14 h à 17 h. Frais d'inscription : 150 F.

INODEP, 34, avenue Reille, 75014 Paris Métro Glacière. Cité Universitaire ou Alésia. Tél. 589.69.53.

PRESSE

• L'Association des Femmes Latino-américaines en Suède publie une revue mensuelle : *Micaela*. Au sommaire du numéro 9, vous trouverez un dossier sur la situation de la femme brésilienne, des données pratiques sur l'émigration en Suède, un hommage à Simone de Beauvoir à l'occasion de son soixante et onzième anniversaire, une lettre aux évêques écrite par 150 chrétiens latino-américains, une lettre écrite par les prisonnières politiques de la prison de Buen Pastor de Bogota, et les conclusions de la rencontre de femmes latino-américaines qui eut lieu à Bruxelles au mois d'octobre dernier.

Micaela. Box Postal 5099-16 305 Spanga - Suède.

• Le CARILA (Committee Against Repression in Latin America) lance une campagne en faveur de prisonniers politiques vénézuéliens. Dans une lettre adressée au président de la République, M. Carlos Andrés Pérez, le Comité demande la liberté de David Nieves et de Doris Francia, arbitrairement arrêtés, l'un en juillet 1976 et l'autre en octobre 1977. Cette pétition a été notamment signée par Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre, Nicos Poulantzas, Manuel Castells et André Gunder Krank.

CARILA c/o Mme Osuna 16-20 rue Saint Maur Apt. A2 75011 Paris.

• Le CIAL (Centre d'Information sur l'Amérique Latine) et l'ALAI (Agence Latino-américaine d'Information) ont décidé de publier conjointement un bulletin en français tous les quinze jours. Ce bulletin sera destiné particulièrement aux organisations syndicales et populaires d'Europe et d'Amérique du Nord.

Étant donné l'appartenance des moyens de communication de masses à de puissants groupes économiques en Amérique latine, CIAL et ALAI « ont reconnu le besoin de faire connaître la réalité d'Amérique latine à l'extérieur », car « l'absence d'information à l'extérieur sur les événements politiques et sociaux en Amérique latine atteint des proportions insoupçonnées, y compris dans les pays industrialisés, où les populations ignorent totalement la réalité de notre continent ». Le directeur de publication de ce bulletin est Michel Beaud.

CIAL, 1, rue de Panama, 75018 Paris.



CETECLAM

Favoriser la diffusion en France de tout ce qui concerne l'Amérique latine, tel était l'objectif de départ de CETECLAM (Centre Touristique et Culturel Latino-Américain). Devant le succès remporté par les cours de langues accompagnés d'activités culturelles, ce Centre a créé maintenant d'autres départements : information économique et juridique, traduction et interprétariat, audio-visuel.

Composée d'économistes, d'avocats et de sociologues, l'équipe du département d'informations économiques et juridiques peut fournir des dossiers sur les pays d'Amérique latine (notamment : Brésil, Venezuela, Pérou, Mexique et Colombie). Des bureaux d'études sur le terrain peuvent raffiner les données dont vous aurez besoin.

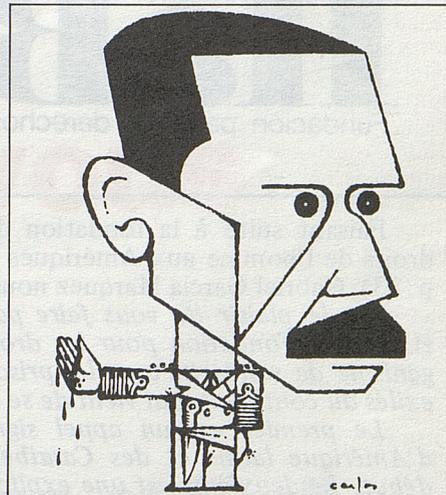
Les traducteurs et interprètes travaillent surtout en espagnol, portugais et anglais ; en outre, dans le domaine littéraire, le Kechwa.

Le département audio-visuel comprend une documentation variée faite de diapositives, de négatifs noir et blanc, de films d'enregistrements et d'expositions itinérantes. Peut fournir, sur commande, des montages.

CETECLAM, 6, rue des Fossés Saint-Marcel - 75005 Paris.

• *L'intelligentzia latino-américaine aux prises avec l'histoire*. Cet ouvrage d'un universitaire politicologue brésilien veut étudier les différentes formes de contestation sociale, depuis la simple pression jusqu'à l'emploi systématique de la violence. S'intéressant aux régimes autoritaires ou « technocratique-militaires », selon la dénomination de l'auteur, qui ont succédé au populisme vers le milieu des années soixante, il présente, après une longue introduction, le cadre de la contestation, la typologie de cette contestation et ses acteurs. Les pays qui illustrent ses thèses sont le Brésil et l'Argentine qui, selon Mendes, ont des régimes « qui peuvent apparaître comme l'incarnation d'un modèle susceptible d'inspirer dans l'avenir d'autres nations encore en-deçà de la phase de « développement spontané » qui a marqué la situation brésilienne de 1945 à 1963 et la situation argentine du péronisme à la période Frondizi ». Mais, finalement, seul le cas brésilien est retenu, d'où la longue introduction.

Contestation et développement en Amérique latine. Candido Mendes. Traduit du portugais et adapté par Françoise Bonnal. Ed. Presses Universitaires de France, Paris, 1979 - 49 F.



• Longuement préfacé par Claude Esteban, suivi d'une note biographique, voici la réédition de *Versant Est* du poète mexicain Octavio Paz. Ed. Gallimard. Col. Poésie. Paris, 1978. 128 p. 8 F.

• Publié par l'Institut Européen des Hautes Études Internationales de Nice, avec le concours du Centre d'Études des Civilisations de l'Université de Paris X, vient de sortir : *Négritude : traditions et développement*. Écrit en collaboration entre des auteurs antillais et africains, il compte

des chapitres sur l'histoire et les fondements de l'identité afro-américaine et sur l'apport de la religion chrétienne dans la structuration ou la destructuration de la personnalité antillaise. Sous la direction de Guy Michaud.

Ed. Complexe. Distribution Presses Universitaires de France. 184 p. 49 F.

• Professeur à l'université de Harvard, Walter Laqueur étudie la doctrine du terrorisme systématique et les interprétations courantes qu'on en donne, la sociologie des groupes terroristes et leurs modèles, buts, mobiles communs, quelles que soient leur nationalité et leurs tendances idéologiques, avant de s'interroger sur l'efficacité de ce type d'action. *Le Terrorisme*. Walter Laqueur. Traduit de l'anglais par Pauline Verdun. Ed. Presses Universitaires de France, Col. XXe siècle, Paris 1979. 290 p, 8 F.

• *Le second anneau de pouvoir*. Carlos Castaneda. Traduit de l'anglais par Guy Casaril. Ed. Gallimard. Col. Témoins. 272 p. 48 F.

• *Prisonnier de Castro*. Armando Valladares. Traduit, annoté et présenté par Pierre Golendorf. Postface de Léonid Plioutch. Ed. Grasset, 222 p. 39 F.

• Un livre de maximes, écrit par un Argentin mort en 1968 et qui n'écrivit qu'un seul livre dans sa vie : celui-ci : *Voix*. Antonio Porschia. Traduit de l'espagnol par Roger Munier. Ed. Fayard. Col. Documents spirituels. 154 p. 38 F.

• *Les illuminations de frère Santiago*. Jean Descola. Ed. Albin Michel. 316 p.

IN MEMORIAM

Le 16 décembre 1978 est décédé à Rome Lelio BASSO, membre du Sénat italien et professeur de droit international, qui a déployé sa vie durant une activité incessante dans le combat pour la libération des peuples. Les mouvements de solidarité avec l'Amérique latine ont eu maintes fois l'occasion de bénéficier de ses initiatives destinées à avoir un rayonnement international intense.

La Fondation pour le droit et la libération des peuples, qu'il avait créée et continuait à animer infatigablement, reste chargée de continuer son œuvre.

Le mardi 20 février 1979, à 20 h 30, dans l'amphithéâtre Turgot de la Sorbonne, un hommage lui a été rendu sous la présidence de MM. Alfred Kastler, prix Nobel, Laurent Schwartz et Claude Bourdet. Ont pris la parole MM. Louis Joinet, Edmond Jouve, Léo Matarasso, François Rigaux et Armando Uribe.

NOUS AVONS REÇU AU JOURNAL

HÁBEAS

Fundacion para los derechos humanos en las Americas.

Faisant suite à la fondation de l'organisation HABEAS, pour les droits de l'homme aux Amériques (voir *Urgent Amérique Latine* N° 9, p. 33), Gabriel Garcia Marquez nous a envoyé la lettre suivante :

J'ai le plaisir de vous faire parvenir deux documents concernant HABEAS, Fondation pour les droits de l'homme aux Amériques, organisme de solidarité avec les prisonniers politiques, les disparus et les exilés du continent, qui vient de se créer sous ma direction à Mexico.

Le premier est un appel signé par un groupe de personnalités d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont appuyé l'initiative à son début. Le deuxième est une explication d'HABEAS et de ses objectifs essentiels.

Comme le précisent ces documents, l'un des facteurs indispensables pour que ce nouvel organisme puisse atteindre ses objectifs, sera l'appui croissant des personnalités les plus notables des Amériques et du monde. Le vôtre, bien sûr, serait inappréciable. Je me permets donc de vous demander de penser à la possibilité de signer l'appel, comme expression formelle de votre accord avec l'esprit et les buts d'HABEAS.

Cordialement,

Gabriel GARCIA MARQUEZ

Les deux documents d'HABEAS sont à la disposition des lecteurs qui désireraient en prendre connaissance. La revue *URGENT AMÉRIQUE LATINE* invite ses lecteurs à soutenir la campagne d'HABEAS.



pensez à votre réabonnement

**les lecteurs abonnés à partir du n°1
(mars 1978)**

**verront leur abonnement à 12 n^{os}
s'achever le 1^{er} mai 1979**

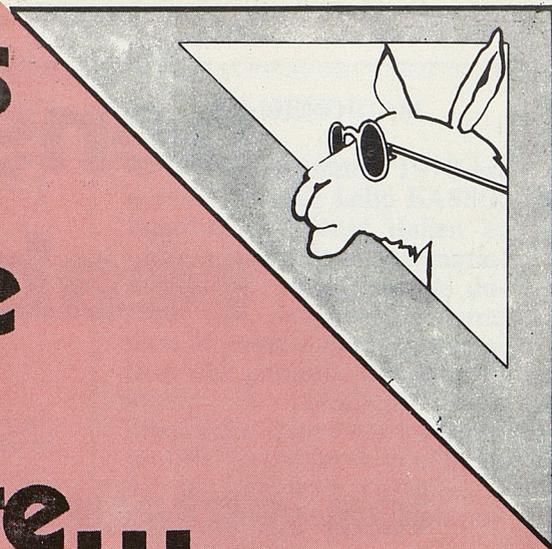
réabonnez-vous

avant

**la fin de votre souscription actuelle,
vous assurerez ainsi la continuité
des envois et apporterez
une aide efficace à votre revue**

uniclam voyages

**faites nous
confiance
l'amérique
est
notre terre...**



vols

pérou	1850 f
mexique	1990 f
brésil	3350 f
venezuela	2850 f

**Possibilité de faire ces vols dans la direction
AMÉRIQUE / EUROPE**

Circuits

A travers le Mexique (21 jours) :	4950 F
Pérou-Bolivie :	
les chemins du soleil (21 jours) :	5650 F
Galapagos (croisière de 7 jours) :	1950 F

NOM
PRÉNOM
ADRESSE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
UNICLAM-VOYAGES

63, rue Monsieur-le-Prince - 75006 Paris - tél. : 329.12.36

guides

Pérou	45 F	Guatémala	24 F
Brésil	39 F	Argentine	34 F
Bolivie	34 F	Colombie	34 F
		Machu Picchu	34 F